

FINANCIÈRE DE L'ODET

RAPPORT SEMESTRIEL 2014



SOMMAIRE

Rapport d'activité	p. 3
Comptes consolidés résumés semestriels	p. 11
Attestation du responsable du rapport semestriel	p. 40
Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle	p. 41

RAPPORT D'ACTIVITE

1/ SYNTHÈSE DES RÉSULTATS DU PREMIER SEMESTRE 2014

- **Chiffre d'affaires du Groupe : 5,1 milliards d'euros, en baisse de 5,2 %**
(-3,3 %, à périmètre et taux de change constants).

- **Résultat opérationnel : 314 millions d'euros en progression de 12 %** compte tenu de la croissance des résultats des activités transport, de la bonne marche d'Havas, et de la poursuite des dépenses dans le stockage d'électricité, qui s'établissent à un niveau toutefois inférieur à celui de 2013.

- Le résultat financier du premier semestre 2013 intégrait une plus-value de 109 millions d'euros sur la cession du solde de la participation dans Aegis. **Le résultat net consolidé du premier semestre 2014** s'établit donc logiquement en léger retrait, à **225 millions d'euros** (dont 89 millions d'euros de résultat net part du Groupe), contre 234 millions d'euros au premier semestre 2013.

- **Ratio d'endettement net sur fonds propres** en amélioration, à 32 %.

La présentation des états financiers tient compte, pour toutes les périodes présentées, des effets de l'adoption des normes IFRS 10 (États financiers consolidés) et IFRS 11 (Partenariats), ainsi que de l'application de la norme IFRS 5 (Actifs non courants en vue de la vente et activités abandonnées) en raison d'un projet de cession de Safacem au Groupe Socfin, et du reclassement des résultats des mises en équivalence opérationnelles dans le résultat opérationnel.

Résultats consolidés

<i>En millions d'euros</i>	1er semestre 2013 retraité	1er semestre 2014	1S2014 Vs 1S2013
Chiffre d'affaires	5 369	5 090	-5,2%
Ebitda	436	468	+7%
Amortissements et provisions	(154)	(154)	
Résultat opérationnel	282	314	+12%
<i>dont part dans le résultat net des sociétés mises en équivalence opérationnelles</i>	<i>9</i>	<i>10</i>	
Résultat financier	83	(18)	
Part dans le résultat net des sociétés mises en équivalence non opérationnelles	(19)	41	
Impôts	(116)	(115)	
Résultat net des activités destinées à la vente	4	3	
Resultat net	234	225	
dont part du Groupe	91	89	

- La baisse du chiffre d'affaires de 5,2 % est imputable à l'activité logistique pétrolière, en recul de 17,5 % en raison de la douceur des températures au premier semestre 2014.

- En revanche, le résultat opérationnel progresse de 12 % grâce notamment, à la bonne marche des activités transport et logistique.

- Le résultat net diminue légèrement par rapport au premier semestre 2013 qui comprenait une plus-value de 109 millions d'euros sur la cession du solde de la participation dans Aegis (6,4 %).

Bilan, Portefeuille, liquidité

<i>En millions d'euros</i>	31 décembre 2013 hors Havas	30 juin 2014 hors Havas	31 décembre 2013	30-juin-2014
Capitaux propres	5 707	6 341	6 834	7 481
dont part du Groupe	3 347	3 671	3 371	3 694
Endettement net	2 230	2 182	2 320	2 404
Ratio endettement net /fonds propres	0,39	0,34	0,34	0,32
Valeur boursière du portefeuille de titres cotés (1)	2 923 (3)	2 902 (3)	2 037 (2)	2 005 (2)

(1) détail page 9 et tenant compte de l'impact du financement sur titres Vivendi.

(2) Hors Havas.

(3) Incluant les titres Havas.

- **Ratio d'endettement net sur fonds propres en amélioration, à 32 %**, bénéficiant de la progression des capitaux propres (+647 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2013). Hors Havas, dont la dette augmente compte tenu de la saisonnalité de l'activité, l'endettement net diminue de 48 millions d'euros.

- **Valeur boursière du portefeuille** de titres cotés (Vivendi, Mediobanca, Vallourec, Socfin, Socfinasia...) : 2 milliards d'euros au 30 juin 2014.

- **Liquidité du Groupe (2) élevée : plus de 1,8 milliard d'euros** disponible confirmé au 30 juin 2014.

Chiffre d'affaires

<i>En millions d'euros</i>	1er semestre 2013 retraité	2e semestre 2014 retraité	Variation	Variation à périmètre et change constants
Transport et logistique	2 720	2 696	-0,9 %	+2,2 %
Logistique pétrolière	1 649	1 360	-17,5 %	-17,5 %
Communication (Havas, médias, télécoms)	878	903	+2,8 %	+5,6 %
Stockage d'énergie et solutions	109	118	+8,6 %	+9,6 %
Autres (actifs agricoles, holdings)	13	13	-2,6 %	-6,7 %
Chiffre d'affaires	5 369	5 090	-5,2 %	-3,3 %

- A périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires est en repli de 3,3 %, intégrant principalement la progression des activités logistiques et portuaires (+2,2 %) et le recul de l'activité logistique pétrolière (-17,5 %) en raison de la baisse des volumes vendus au premier semestre 2014, marqué par des températures particulièrement clémentes.

- En données brutes, la baisse est de 5,2 % compte tenu d'écarts de change importants (107 millions d'euros) impactant les activités transport et logistique et communication (Havas).

Résultat opérationnel par activité

<i>En millions d'euros</i>	1er semestre 2013 retraité	1er semestre 2014
Transport et Logistique	269	292
Logistique pétrolière	18	11
Sous-total	287	303
Communication (Havas, médias, télécoms)	85	88
Stockage d'électricité et solutions	(70)	(59)
Autres (actifs agricoles, holdings) (1)	(20)	(18)
Résultat opérationnel	282	314

(1) Avant redevance de marques

Résultat opérationnel en hausse de 12 % compte tenu :

- de la progression des résultats des activités transport et logistique qui bénéficient notamment des développements réalisés en Asie et en Afrique ;
- d'un recul de l'activité logistique pétrolière en raison de la douceur des températures au premier semestre 2014 ;
- de la progression des résultats du secteur communication grâce aux bons résultats d'Havas ;
- de dépenses qui restent soutenues dans le stockage d'électricité (batteries, supercapacités, véhicules électriques, stationnaires), mais qui sont cependant inférieures à celles engagées au premier semestre 2013.

Résultat Financier

<i>En millions d'euros</i>	1er semestre 2013 retraité	1er semestre 2014
Dividendes et revenus de VMP	71	74
Coût net du financement	(51)	(51)
Autres produits et charges financiers	63	(41)
Résultat financier	83	(18)

Le résultat financier du premier semestre 2014 est peu comparable à celui du premier semestre 2013 qui comprenait une plus-value de 109 millions d'euros sur la cession du solde de la participation d'Aegis.

Il intègre notamment 74 millions d'euros de dividendes reçus (dont 68 millions d'euros de Vivendi) ainsi qu'une dépréciation de 15 millions d'euros des titres Vallourec consécutive à la baisse de son cours de bourse.

Résultat net des sociétés mises en équivalence non opérationnelles

<i>En millions d'euros</i>	1er semestre 2013 retraité	1er semestre 2014
Part dans le résultat net des sociétés mises en équivalence non opérationnelles	(19)	41

La part dans le résultat net des sociétés mises en équivalence non opérationnelles intègre principalement les résultats des plantations du Groupe Socfin et ceux de Mediobanca, dont la participation avait fait l'objet d'une dépréciation de 35 millions d'euros au premier semestre 2013.

Variation de l'endettement

<i>En millions d'euros</i>	1er semestre 2013 retraité	1er semestre 2014
Marge Brute d'autofinancement (1)	381	367
Variation du BFR (+ = réduction)	(278)	(250)
Flux net de trésorerie de l'activité	103	117
Investissements industriels nets	(212)	(219)
Investissements financiers nets	150	120
Dividendes versés	(84)	(82)
Frais financiers nets payés	(49)	(47)
Augmentation de capital, variation de juste valeur et de périmètre et autres éléments	(4)	27
Variation de l'endettement net (- = augmentation de l'endettement)	(97)	(84)

(1) Après élimination des plus-values et avant frais financiers

L'endettement net au 30 juin 2014 augmente de 84 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2013. La variation de l'endettement fait apparaître principalement :

- une légère progression du flux net d'activité grâce à la bonne marche des activités,
- des investissements industriels maintenus à un niveau élevé, principalement dans le transport et la logistique en Afrique et le stockage d'électricité,
- des désinvestissements financiers nets intégrant notamment la cession de titres Bolloré pour 189 millions d'euros en 2014 et la cession de 6,4 % d'Aegis pour 212 millions d'euros en 2013.

2/ ACTIVITES

TRANSPORT ET LOGISTIQUE

<i>En millions d'euros</i>	1er semestre 2013 retraité	1er semestre 2014
Chiffre d'affaires	2 720	2 696
Résultat opérationnel	269	292
Investissements	97	113

-0,9%

+8%

+17%

BOLLORÉ LOGISTICS

L'UN DES LEADERS DE L'ORGANISATION DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE DANS LE MONDE

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2014 est stable à 1 451 millions d'euros, pénalisé par des effets de change défavorables. A périmètre et taux de change constants, il progresse de 2,2 %, bénéficiant notamment de la progression des volumes maritimes Europe-Asie et intra-Asie.

Le premier semestre 2014 est marqué par :

- une croissance des résultats en France, grâce au rétablissement des volumes dans l'aérien et une activité projets industriels soutenue qui bénéficie de contrats significatifs dans les domaines de l'énergie ;
- une progression des résultats en Europe, notamment en Allemagne, et au Royaume-Uni grâce notamment à l'activité projets industriels ;
- pour la zone Asie-Pacifique, la poursuite de la croissance de la plateforme logistique de Singapour va nécessiter une augmentation de ses capacités. Par ailleurs, il est à noter le développement de projets en Chine, en Australie, et en Inde dans le secteur de l'énergie ;
- sur le continent américain, les bonnes performances au Canada liées à des projets éoliens et à l'export de semences. Aux États-Unis, l'activité bénéficie de projets pétroliers tandis qu'en Amérique du sud, des projets miniers au Chili et en Argentine contribuent positivement aux résultats.

Bolloré Logistics poursuit le développement de son réseau : ouverture de nouvelles agences en Hongrie, au Myanmar et au Brésil et acquisition au Benelux.

BOLLORÉ AFRICA LOGISTICS

LE PLUS GRAND RÉSEAU DE LOGISTIQUE INTÉGRÉE EN AFRIQUE

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2014, à 1 245 millions d'euros, est en repli de 1,7 % en raison d'effets de change défavorables. A périmètre et taux de change constants, il progresse de 2,2 %.

Les résultats du premier semestre 2014 sont marqués par :

- la bonne marche des activités portuaires, en particulier de Congo Terminal, STCG au Gabon, DIT au Cameroun, TICT au Nigeria, de SMTC et Bénin Terminal, d'Abidjan Terminal en Côte d'Ivoire et de Conakry Terminal en Guinée, qui bénéficient notamment de la progression des volumes ;
- la poursuite du développement dans les secteurs miniers et pétroliers, notamment au Bénin, au Gabon et au Mozambique ;
- la progression des activités transport et logistique, principalement au Cameroun, au Nigeria, au Congo, au Ghana, et au Kenya.

Montée en puissance de l'exploitation du port pétrolier de Pemba au Mozambique et du terminal RORO de Dakar au Sénégal. Par ailleurs, Bolloré Africa Logistics poursuit le développement, avec un partenaire local de son premier projet hors d'Afrique, le port de Tuticorin en Inde.

Le Groupe Bolloré a décidé de renforcer sa présence dans les concessions ferroviaires en Afrique et ainsi d'augmenter ses capacités en flux logistiques. Des investissements importants portant sur plusieurs années seront notamment consacrés aux projets suivants :

- la réhabilitation et le renforcement des 1 260 kms de voies qui relient Abidjan (Côte d'Ivoire) à Kaya (Burkina Faso). L'objectif est ainsi de disposer d'un outil adapté à la croissance escomptée des trafics miniers exportés via le port d'Abidjan ;
- la réalisation complète de la boucle ferroviaire Abidjan-Cotonou (2 740 kms) via Kaya et Niamey avec la construction à terme des tronçons Kaya-Niamey (410 kms), Niamey-Parakou (630 kms) et la réhabilitation du tronçon Parakou-Cotonou (440 kms). Un chantier a été ouvert au printemps qui permettra au chemin de fer de relier Niamey à Dosso (140 kms) d'ici la fin de l'année 2014.

Ce projet majeur pour le désenclavement des pays de l'intérieur va faciliter l'exportation de leurs ressources agricoles et minières et ainsi accroître les volumes traités par les ports d'Abidjan, de Cotonou et à terme Lomé (Togo). Par ailleurs, le Groupe Bolloré installera tout au long de cette voie ferrée des Bluezone, des ports secs équipés de capacités de manutention et de stockage et un réseau de fibre optique (Internet, voix / données).

Ces projets représentent, au total, des investissements pouvant atteindre jusqu'à 2 milliards d'euros sur les huit années à venir.

LOGISTIQUE PÉTROLIÈRE

DEUXIÈME DISTRIBUTEUR DE FIOUL DOMESTIQUE EN FRANCE

<i>En millions d'euros</i>	1er semestre 2013 retraité	1er semestre 2014
Chiffre d'affaires	1 649	1 360
Résultat opérationnel	18	11
Investissements	6	4

Dans un contexte d'une baisse du marché national de 18 % en raison de températures clémentes, le chiffre d'affaires de l'activité logistique pétrolière est en retrait de 17,5 % par rapport au premier semestre 2013.

Le résultat opérationnel est par conséquent également en baisse à 11 millions d'euros. Il intègre notamment :

- la baisse des résultats dans l'activité distribution en France, pénalisés par un climat particulièrement clément (indice de rigueur de 0,79 contre 1,15 un an plus tôt) affectant tant les ventes de détail que le négoce ;
- la bonne marche des activités logistique, transport et dépôts ;
- en Europe, les résultats de Calpam, en Allemagne, qui ont suivi la même tendance que la France, et les bonnes performances de CICA, en Suisse.

Au début de l'année 2014, comme cela était prévu, le Groupe a acquis le solde des titres LCN dont il détient désormais 100 %. L'entrée dans LCN a permis au Groupe d'atteindre une part de marché nationale de 14 %.

En partenariat avec Valgo, chargé de la décontamination et de la dépollution, Bolloré Energie s'est porté candidat à la reprise du parc de dépôts du site de l'ex raffinerie Pétroplus de Petit-Couronne, près de Rouen, pour conforter sa propre distribution sur la zone et y entreposer des stocks stratégiques.

COMMUNICATION

En millions d'euros	1er semestre 2013 retraité	1er semestre 2014	
Chiffre d'affaires	878	903	+2,8%
Résultat opérationnel	85	88	+4,4%
Investissements	33	15	

Le chiffre d'affaires de 903 millions d'euros correspond, pour l'essentiel, au chiffre d'affaires d'Havas (867 millions d'euros). A périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires progresse de 6 %.

Le résultat opérationnel bénéficie des bonnes performances d'Havas sur l'ensemble du semestre et de l'amélioration des médias.

• Havas

A fin juin 2014, le Groupe Bolloré détient 36,24 % d'Havas, consolidé en intégration globale.

Les résultats du premier semestre 2014 publiés par Havas font apparaître :

- un revenu de 867 millions d'euros, en croissance organique de 5,7 % (+2,7 % en données brutes) ;
- un résultat opérationnel en progression de 4 %, à 106 millions d'euros grâce aux bonnes performances des activités médias ;
- une marge opérationnelle en amélioration à 12,2 % contre 12,1 % au premier semestre 2013 ;
- un résultat net part du Groupe en hausse de 7 %, à 62 millions d'euros ;
- un fort niveau de *new business* : 1 281 millions d'euros ;
- une dette nette : 222 millions d'euros, contre 367 millions d'euros un an plus tôt. Le *gearing* est en nette amélioration à 17 % contre 31 % au 30 juin 2013.

• Médias

Le journal gratuit **Direct Matin** est diffusé en moyenne à près de 900 000 exemplaires (1) et compte 2,5 millions de lecteurs par numéro. Toutes les éditions régionales sont désormais diffusées sous la marque unique Direct Matin. La version digitale Directmatin.fr, qui a été lancée en mars 2012, compte 941 000 visiteurs et plus de 6,6 millions de pages vues en juin 2014 (2).

Depuis 2013, un supplément Direct Tennis a été lancé et une nouvelle rubrique a été ajoutée grâce à un partenariat avec Slate.fr.

• Télécoms

WiMax :

- Bolloré Telecom dispose de 22 licences régionales qui lui offrent une couverture nationale (305 stations déployées et exploitées sur les fréquences de Bolloré Telecom).
- Dépenses cumulées à ce stade : environ 135 millions d'euros incluant les licences.
- A la suite d'un accord avec l'ARCEP, l'obligation de déploiement du réseau Bolloré Telecom a été reportée et va s'étendre de 2015 à 2017.

Wifirst qui commercialise un service d'Internet sans fil haut débit, notamment dans les résidences pour étudiants, a réalisé un chiffre d'affaires de 7,5 millions d'euros, contre 5,7 millions d'euros au premier semestre 2013, grâce au gain de contrats importants. Le parc est en forte progression avec 250 000 chambres installées.

• Autres activités

Le Groupe détient par ailleurs près de 10 % du capital de **Gaumont** et est également propriétaire du cinéma **Mac-Mahon** à Paris.

Il contrôle 100 % de l'institut d'études et de sondages **CSA** (chiffre d'affaires de 13 millions d'euros à fin juin 2014).

Il possède une participation de 21,2 % dans **Bigben Interactive**, l'un des leaders européens de la conception et de la distribution d'accessoires pour consoles de jeux vidéo.

Harris Interactive : La participation de 14 % dans cette société américaine spécialisée dans les études par internet, a été apportée à l'offre lancée par Nielsen en février 2014 pour 12 millions d'euros, générant une plus-value de 10 millions d'euros dans les résultats du premier semestre 2014.

Euro Media Group (3) (EMG) : Bolloré a cédé, en juillet 2014, 16 % d'EMG, soit l'essentiel de sa participation acquise en 2001 au moment de la privatisation de la SFP. Il conserve une participation de 2,5 % dans EMG.

(1) Source OJD

(2) Source Google Analytics

(3) Mis en équivalence

STOCKAGE D'ÉLECTRICITÉ ET SOLUTIONS

BLUE SOLUTIONS, BLUE APPLICATIONS, FILMS PLASTIQUES

En millions d'euros	1er semestre 2013 retraité	1er semestre 2014	
Chiffre d'affaires (1)	109	118	+8,6%
Résultat opérationnel	(70)	(59)	
Investissements	51	77	

(1) Hors chiffres d'affaires de Blue Solutions, de Bluecar, d'IER et Polyconseil réalisés avec des entités du Groupe, éliminé dans les comptes de Bolloré.

Chiffre d'affaires des activités industrielles (stockage d'électricité, films plastiques, terminaux et systèmes spécialisés) en progression de 9 %, à 118 millions d'euros.

Le chiffre d'affaires réalisé par Blue Solutions, Bluecar, IER et Polyconseil avec les entités de Blue Applications (64 millions d'euros contre 37 millions d'euros au premier semestre 2013) est éliminé au niveau du Groupe Bolloré.

Hausse des investissements avec la croissance de l'autopartage et les développements dans les activités stationnaires.

BLUE SOLUTIONS

Blue Solutions, qui produit les batteries électriques lithium métal polymère dans ses usines de Bretagne et du Canada, dispose d'une capacité de 10 000 batteries qui sera portée à terme à 32 500 batteries.

Le 30 octobre 2013, la société Blue Solutions a été introduite en bourse au premier marché de Nyse-Euronext Paris, au prix de 14,50 euros, soit le haut de la fourchette. L'offre a été sursouscrite 15 fois.

Au cours actuel de 34,25 euros, sa capitalisation boursière est proche de 1 milliard d'euros.

Résultat du premier semestre 2014 publiés par Blue Solutions

<i>En millions d'euros</i>	1er semestre 2013	1er semestre 2014
Chiffre d'affaires	20	46
Ebitda	(11)	4
Résultat opérationnel	(18)	(4)
Résultat financier	(4)	(1)
Résultat net	(22)	(5)

Au premier semestre 2014, Blue Solutions a livré au marché 1 131 packs de batteries équivalent 30 kWh contre 480 packs au premier semestre 2013.

Le chiffre d'affaires s'établit à 46 millions d'euros contre 20 millions d'euros pour le premier semestre 2013. Cette progression s'explique essentiellement par la forte hausse de l'activité avec Bluecar (957 batteries livrées contre 419) et avec Bluestorage dans le stationnaire (122 packs de batteries contre 42).

Les capitaux propres s'élèvent à 134 millions d'euros, pour un endettement net de 28 millions d'euros.

Blue Solutions dispose d'options exerçables entre 2016 et 2018 sur les différentes entités composant le périmètre Blue Applications : Bluecar-Bluecarsharing-Autolib', Bluebus, Bluetram, Blueboat, Bluestorage, IER, Polyconseil.

Perspectives 2014 Blue Solutions – Blue Applications

Blue Solutions anticipe un chiffre d'affaires de 90 à 100 millions d'euros et une livraison d'environ 2 400 batteries, et un ebitda positif sur l'ensemble de 2014.

Concernant Blue Applications : il est prévu de dépasser en 2014, 2 500 véhicules sur Autolib' et 60 000 abonnés premium sur l'ensemble des projets d'autopartage (Autolib', Bluely, Bluecub).

BLUE APPLICATIONS

Autopartage :

- Lancement fin 2013 des services d'autopartage **Bluely** à Lyon-Villeurbanne (avec 130 véhicules, 58 stations et 252 bornes) et **Bluecub** à Bordeaux (avec 90 véhicules, 41 stations et 197 bornes de charge). Ce réseau a vocation à être doublé sur les 12 prochains mois ;
- le Groupe Bolloré a également été choisi pour développer un système d'autopartage à Indianapolis (USA), **BlueIndy** qui a été présenté en mai 2014 pour un démarrage début 2015 ;
- Il a également été désigné pour la gestion du réseau de 1 400 bornes de charge à Londres, **BluePointLondon** auquel 1 500 nouvelles bornes seront ajoutées en 2015. Un service d'autopartage de véhicules électriques y sera également déployé au printemps 2015.
- Chiffres clés autopartage au 30 juin 2014 :
 - 54 600 abonnés annuels (contre 40 900 à fin 2013),
 - 4 900 bornes de charges dans 967 stations (dont 4 500 sur Autolib' réparties sur 868 stations),
 - plus de 2 650 voitures Bluecar en circulation (dont 2 430 sur Autolib'),
 - 6 millions de locations depuis le lancement d'Autolib', le 5 décembre 2011.

Par ailleurs, le Groupe poursuit le développement de ses locations et ventes de **Bluecar** aux particuliers et aux entreprises, la commercialisation du **Bluebus** pour lequel il a récemment remporté un appel d'offres de la RATP pour 40 bus de 6 mètres. Il développe également de nouveaux projets comme la Blue Summer et le **Bluetram** pour lequel il a annoncé la construction d'une usine de production en Bretagne début 2015, représentant un investissement de plus de 10 millions d'euros pour une capacité de production de 50 Bluetram par an.

Enfin, le Groupe s'est porté candidat au déploiement de 16 000 bornes sur l'ensemble du territoire français représentant un investissement de 116 millions d'euros entre 2015 et 2018.

Outre la mobilité, le Groupe développe également des applications stationnaires dédiées aux énergies renouvelables :

- des batteries pour particuliers permettent d'optimiser la consommation énergétique en stockant l'électricité pendant les heures creuses et en l'utilisant en heures pleines. Cette solution permet également de pallier à l'instabilité des réseaux de distribution d'électricité ;
- **Bluestorage** développe des solutions de stockage d'électricité, sous forme de conteneurs remplis de batteries LMP, pour les professionnels, les particuliers et les collectivités visant à optimiser la consommation d'énergie, et à pallier les intermittences des énergies renouvelables ;
- **Bluesun** est une filiale commune constituée entre Total Energie Développement et **Bluestorage**, dont l'objectif est de permettre l'adjonction de projets de stockage intégrant les batteries LMP aux panneaux solaires de dernière génération produits par Sunpower filiale de Total.

Ainsi, à partir de ces applications stationnaires, le Groupe Bolloré a créé une solution innovante pour le continent africain : les **Bluezone**.

Les **Bluezone** disposent de batteries LMP et de panneaux photovoltaïques qui, combinés permettent de produire, stocker et distribuer une électricité propre et gratuite dans des lieux non équipés de réseaux électriques. Cette électricité écologique et inépuisable permet d'alimenter les **Bluezone** qui accueillent des espaces éclairés, des bâtiments avec l'électricité, l'eau potable et Internet, des centres de santé, d'écoute et de prévention pour les jeunes, des écoles pratiquant des cours de e-learning, des activités sportives, des ateliers pour les artisans...

IER

IER, qui a réalisé l'ensemble des bornes pour Autolib', Bluely, Bluecub (abonnement, location, charge électrique) et l'informatique embarquée des Bluecar, est désormais un acteur majeur dans la commercialisation de solutions d'autopartage, de recharges intelligentes et communicantes.

Au 1er semestre 2014, IER a enregistré des résultats satisfaisants grâce au déploiement des services d'autopartage et de recharges électriques (lancement d'Indianapolis, croissance du réseau Autolib',...) et à l'activité soutenue dans le domaine des bornes de transport (SNCF, aérien).

Automatic Systems a connu une bonne activité portée par le secteur des transports publics (métros) et du contrôle d'accès et barrières (forte croissance aux États-Unis). Automatic Systems est par ailleurs candidat à de nombreux appels d'offres dans le secteur du contrôle passagers.

Polyconseil

Polyconseil, qui fournit des conseils et services informatiques et conçoit des logiciels, joue également un rôle important dans les systèmes d'autopartage et de gestion des stockages d'électricité.

Films plastiques

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2014 de l'activité Films plastiques est en repli de 4 %, en raison de la baisse des volumes des films diélectriques, compensé en partie par une hausse des prix de vente des films d'emballage.

AUTRES ACTIFS

Portefeuille de titres

La valeur boursière du portefeuille de titres cotés du Groupe Bolloré s'élève à 2 004 millions d'euros au 30 juin 2014, hors la participation dans Havas (897 millions d'euros) désormais comptabilisée en intégration globale.

Principales participations au 30 juin 2014 :

- **Vivendi** (5,0 %) : à la suite de la cession en 2012 des chaînes Direct 8 et Direct Star contre 1,7 % de Vivendi et d'achats complémentaires de titres sur le marché, le Groupe détient 5,0 % de Vivendi. Valeur boursière de la participation au 30 juin 2014 : 1 175 millions d'euros (1).
- **Mediobanca** (2) (6,5 %), **Generali** (0,13 %) et **Unipolsai** (0,04 %) (3) : valeur boursière des participations : 439 millions d'euros. La principale participation est Mediobanca, dont le Groupe est le deuxième actionnaire, et dispose de trois représentants au Conseil d'administration. Depuis le 30 juin 2014, la participation du Groupe, qui peut atteindre 8 %, a été portée à 7,5 %.
- **Socfin** (2) (38,7 %) - **Socfinasia** (2) (21,8 %) : valeur boursière des participations : 279 millions d'euros.
- **Vallorec** (1,6 %) : valeur boursière de la participation : 68,2 millions d'euros.

Actifs agricoles :

- **Groupe Socfin** (4) : le Groupe détient près de 39 % de Socfin, qui gère 140 000 hectares de plantations en Asie et en Afrique. Les résultats sont globalement pénalisés par la baisse des cours du caoutchouc (-30 %) en raison du ralentissement de la demande, en partie compensée par la hausse des cours moyens de l'huile de palme (+ 6 %).
 - **Socfindo**, en Indonésie, (48 000 hectares de palmiers et d'hévéas) : résultat net à 28 millions d'euros en hausse de 8 %, grâce à la hausse des cours de l'huile de palme à laquelle Socfindo est très exposé.
 - **Okomu**, au Nigeria, (17 400 hectares de palmiers et d'hévéas) : résultat de 8 millions d'euros contre 5 millions d'euros un an plus tôt, bénéficiant également de la hausse de la production d'huile de palme de 10 %.
 - **Socapalm** (35 100 hectares de palmiers) et **Ferme Suisse** (unité de raffinage), au Cameroun : résultat net 8 millions d'euros contre 9 millions d'euros en 2013, en léger repli en raison d'une hausse temporaire des stocks d'huile de palme.
 - **Lac et Salala**, au Liberia, (14 100 hectares d'hévéas) : résultat net proche de l'équilibre contre 2 millions d'euros en 2013, en raison de la baisse des cours du caoutchouc.
 - **SOGB**, en Côte-d'Ivoire, (23 900 hectares de palmiers et d'hévéas) : résultat net de 3 millions d'euros contre 6 millions d'euros en 2013, en raison de la baisse des cours du caoutchouc, et de moins-value sur les stocks de caoutchouc.
 - **SCC** (5) : résultat net de 1,1 million d'euros contre 0,8 million d'euros en 2013, grâce à une hausse de la production de 30 %.
 - Développements : création de 10 000 hectares de plantations d'hévéas au **Cambodge** dont 4 100 hectares ont déjà été plantés, replantation de 6 000 hectares de palmiers en **République Démocratique du Congo** et de 6 800 hectares de palmiers au Sierra Leone (nouvelle plantation de 12 000 hectares).
- **Safa Cameroun** (9 800 hectares d'hévéas et de palmiers à huile) : baisse de 7 % du chiffre d'affaires à 11 millions d'euros, en raison de la baisse des prix de vente du caoutchouc à l'export (- 26 %), alors que ceux de l'huile de palme restent stables. Le résultat opérationnel s'établit à 4,7 millions d'euros après IAS 41, contre 7,1 au premier semestre 2013. Les Groupes Bolloré et Socfin ont finalisé fin août 2014 l'accord annoncé prévoyant la cession à Socfin de la société Safa, qui détient les titres de Safa Cameroun, contre 9 % de Socfinaf.
- **Fermes américaines** : les trois fermes représentent 3 000 hectares. Les terres agricoles sont depuis le début de l'année 2013 exploitées directement par le Groupe (maïs, coton, soja). Le résultat opérationnel, qui s'établit à - 0,4 million d'euros, est peu significatif, sachant que les récoltes de cultures de maïs et coton interviennent au mois d'août et d'octobre.
- **Vignes** : Domaines de La Croix et de la Bastide Blanche représentant une superficie de 242 hectares dont 116 hectares de droits viticoles. Augmentation du chiffre d'affaires à 1,9 million d'euros (+13 %) avec 340 000 bouteilles vendues. L'ebitda de cette activité est désormais positif.

3/ EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE ET PERSPECTIVES

Les événements postérieurs à la clôture se trouvent dans la note 25.

La diversité du Groupe devrait lui permettre de ne pas anticiper de modification significative de sa situation globale au cours du second semestre 2014.

4/ PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES

Les principaux risques financiers auxquels le Groupe pourrait être confronté au cours du deuxième semestre 2014 sont exposés dans la note 24 en annexe des comptes consolidés résumés semestriels.

5/ PRINCIPALES TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Les principales transactions avec les parties liées sont détaillées dans la note 22 des comptes consolidés résumés semestriels.

(1) Prenant en compte l'impact des financements sur titres Vivendi.

(2) Mis en équivalence.

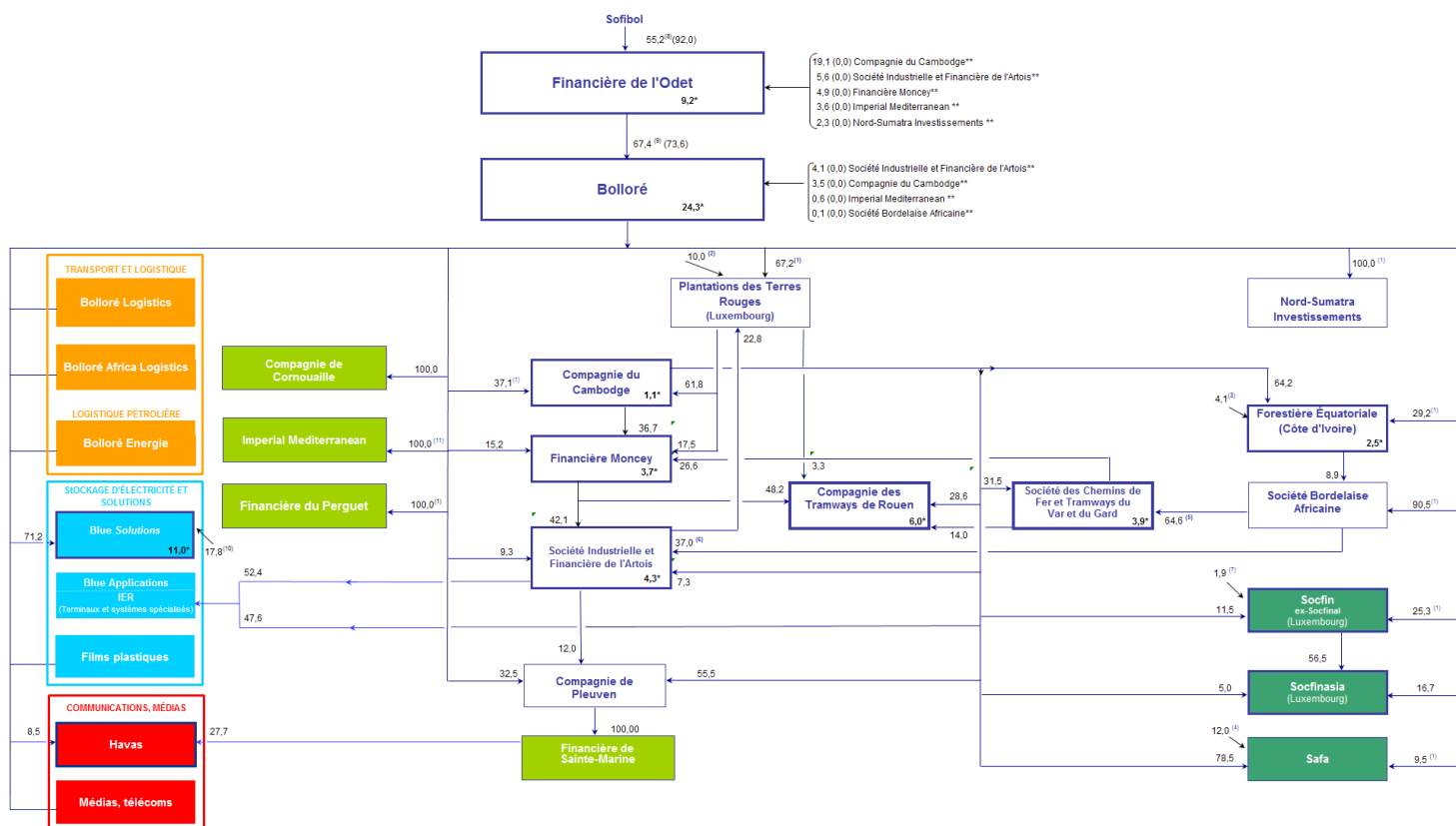
(3) dont 0,02 % détenu par Financière de l'Odet.

(4) données sociales avant retraitement IFRS. Les plantations du Groupe Socfin sont mises en équivalence dans les comptes de Bolloré.

(5) non consolidé

6/ Structure du Groupe au 31 juillet 2014

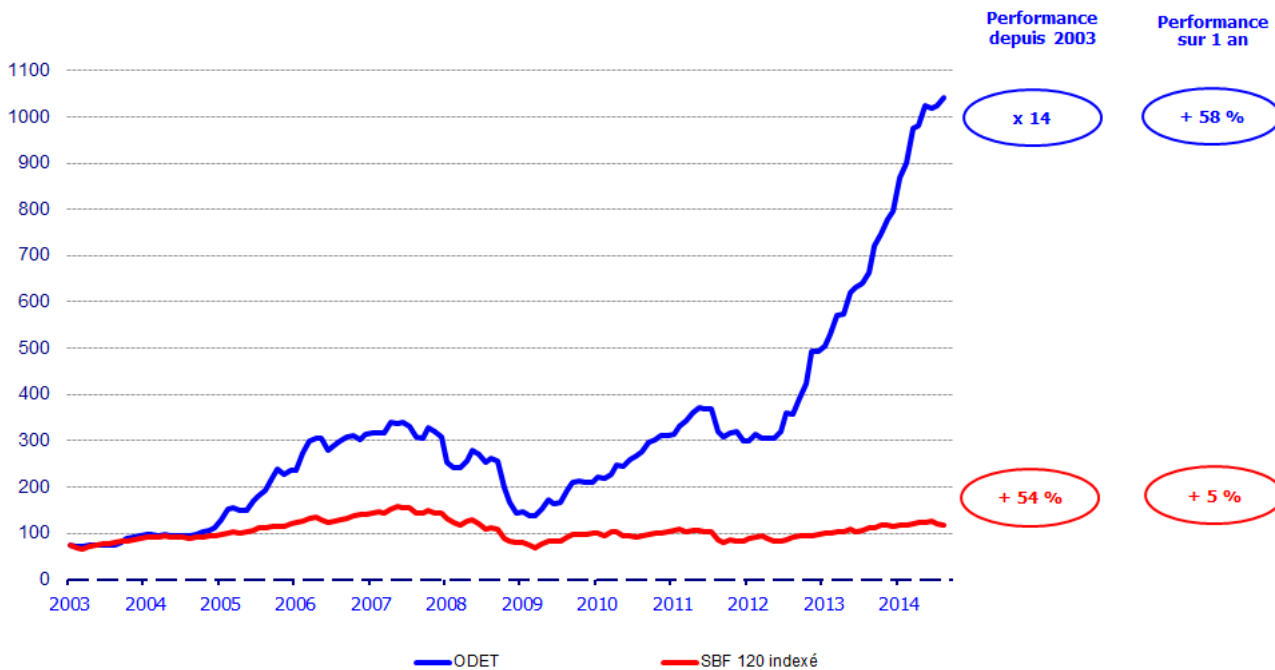
(en pourcentage du capital)



7/ EVOLUTION DU COURS DE L'ACTION

(Moyennes mensuelles)

Capitalisation boursière au 26/08/14 : 7 milliards d'euros



COMPTES CONSOLIDÉS RÉSUMÉS SEMESTRIELS

Bilan consolidé		p. 12
Compte de résultat consolidé		p. 13
Etat du résultat global consolidé		p. 14
Variation de la trésorerie consolidée		p. 15
Variation des capitaux propres consolidés		p. 17
Principes comptables	note 1	p. 18
Principales variations de périmètre	note 2	p. 19
Comparabilité des comptes	note 3	p. 19
Notes sur le bilan	notes 4 à 16	p. 23
Notes sur le compte de résultat	notes 17 à 21	p. 34
Autres informations	notes 22 à 25	p. 38

BILAN CONSOLIDE

<i>(en milliers d'euros)</i>	NOTES	30/06/2014	31/12/2013
Actif			
<i>Goodwill</i>	4	2 740 615	2 725 123
Immobilisations incorporelles	5 - 17	1 014 493	1 010 499
Immobilisations corporelles	6 - 17	1 638 905	1 608 615
Titres mis en équivalence	8	711 969	654 821
Autres actifs financiers	9	4 316 380	4 050 672
Impôts différés	-	158 053	160 890
Autres actifs	10	114 086	61 572
Actifs non courants		10 694 501	10 272 192
Stocks et en-cours	-	359 305	349 094
Clients et autres débiteurs	-	4 046 180	3 885 596
Impôts courants	-	321 258	335 912
Autres actifs financiers	9	13 736	14 084
Autres actifs		117 415	64 600
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11	1 263 697	1 320 729
Actifs destinés à être cédés	16	68 664	44 710
Actifs courants		6 190 255	6 014 725
Total Actif		16 884 756	16 286 917
Passif			
Capital		105 376	105 376
Primes liées au capital		87 655	87 655
Réserves consolidées		3 500 516	3 177 488
Capitaux propres, part du Groupe		3 693 547	3 370 519
Intérêts minoritaires		3 787 688	3 463 790
Capitaux propres	12	7 481 235	6 834 309
Dettes financières à long terme	15	1 544 989	2 255 183
Provisions pour avantages au personnel	13	225 976	206 143
Autres provisions	13	157 097	191 449
Impôts différés	-	199 973	207 853
Autres passifs	-	124 180	208 769
Passifs non courants		2 252 215	3 069 397
Dettes financières à court terme	15	2 123 230	1 386 145
Provisions	13	73 763	77 438
Fournisseurs et autres créditeurs	-	4 323 183	4 317 644
Impôts courants	-	459 520	504 467
Autres passifs	-	155 226	89 420
Passifs destinés à être cédés	16	16 384	8 097
Passifs courants		7 151 306	6 383 211
Total Passif		16 884 756	16 286 917

ETAT DU COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

<i>(en milliers d'euros)</i>	NOTES	Juin 2014	Juin 2013 (1)	Décembre 2013
Chiffre d'affaires	17 - 18- 19	5 090 376	5 368 747	10 848 066
Achats et charges externes	19	(3 500 160)	(3 846 066)	(7 693 263)
Frais de personnel	19	(1 137 433)	(1 101 095)	(2 262 198)
Amortissements et provisions	19	(154 479)	(154 502)	(352 455)
Autres produits opérationnels	19	105 337	66 966	181 852
Autres charges opérationnelles	19	(99 952)	(61 112)	(139 379)
Part dans le résultat net des sociétés mises en équivalence opérationnelles	8 - 19	10 286	8 582	19 205
Résultat opérationnel	17 - 18- 19	313 975	281 520	601 828
Coût net du financement	20	(50 766)	(51 158)	(105 493)
Autres produits financiers	20	112 893	332 326	364 992
Autres charges financières	20	(80 305)	(197 720)	(237 003)
Résultat financier	20	(18 178)	83 448	22 496
Part dans le résultat net des sociétés mises en équivalence non opérationnelles	8	40 917	(18 745)	20 540
Impôts sur les résultats	21	(114 676)	(116 093)	(211 504)
Résultat net des activités poursuivies		222 038	230 130	433 360
Résultat net des activités abandonnées	16	3 278	4 338	5 011
Résultat net consolidé		225 316	234 468	438 371
Résultat net consolidé, part du Groupe		88 862	91 102	165 482
Intérêts minoritaires	12	136 454	143 366	272 889
Résultat par action (2) (en euros) :	12			
Résultat net part du Groupe :				
- de base		20,93	21,46	38,98
- dilué		20,93	21,46	38,98
Résultat net part du Groupe des activités poursuivies :				
- de base		20,60	21,02	38,50
- dilué		20,60	21,02	38,50

(1) Retraité - voir note 3 : Comparabilité des comptes

(2) Hors titres d'autocontrôle

ETAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

<i>(en milliers d'euros)</i>	Juin 2014	Juin 2013 (1)	Décembre 2013
Résultat net consolidé de la période	225 316	234 468	438 371
Variation des réserves de conversion des entités contrôlées	(5 535)	(7 129)	(40 652)
Variation de juste valeur des instruments financiers des entités contrôlées	317 865	126 277	880 068
Autres variations des éléments recyclables en résultat ultérieurement (2)	10 229	11 775	(9 597)
Total des variations des éléments recyclables en résultat net ultérieurement	322 559	130 923	829 819
Pertes et gains actuariels des entités contrôlées comptabilisés en capitaux propres	(11 070)	(19 150)	(4 717)
Pertes et gains actuariels des entités en équivalence comptabilisés en capitaux propres	(42)	(49)	3 190
Total des variations des éléments non recyclables en résultat net ultérieurement	(11 112)	(19 199)	(1 527)
Résultat global	536 763	346 192	1 266 663
Dont :			
- part du Groupe	285 311	162 940	692 503
- part des minoritaires	251 452	183 252	574 160
dont impôt :			
sur juste valeur des instruments financiers	5 421	24 018	16 347
sur pertes et gains actuariels	4 449	6 689	1 623

(1) Retraité - voir note 3 : Comparabilité des comptes

(2) Variation du résultat global des titres mis en équivalence : essentiellement impact de la conversion et de la mise à la juste valeur selon IAS39 (Voir Variation des capitaux propres consolidés).

Au 30 juin 2014, la cession des titres Harris Interactive a conduit à reprendre en résultat un montant de 9,3 millions d'euros au titre des réserves de réévaluation.

Au 31 décembre 2013 et au 30 juin 2013, la cession des titres Aegis a conduit à reprendre en résultat un montant de 93 millions d'euros au titre des réserves de réévaluation.

VARIATION DE LA TRESORERIE CONSOLIDEE

<i>(en milliers d'euros)</i>	Juin 2014	Juin 2013 (1)	Décembre 2013
Flux de trésorerie liés à l'activité			
Résultat net part du Groupe des activités poursuivies	87 434	89 210	163 436
Part des intérêts minoritaires des activités poursuivies	134 604	140 920	269 924
Résultat net consolidé des activités poursuivies	222 038	230 130	433 360
Charges et produits sans effet sur la trésorerie :			
- élimination des amortissements et provisions	145 429	145 067	353 080
- élimination de la variation des impôts différés	(6 098)	6 765	(2 790)
- autres produits et charges sans incidence de trésorerie ou non liés à l'activité	(47 571)	18 423	(23 430)
- élimination des plus ou moins-values de cession	(11 787)	(109 245)	(104 981)
Autres retraitements :			
- coût net du financement	50 766	51 158	105 493
- produits des dividendes reçus	(74 072)	(42 837)	(73 052)
- charges d'impôts sur les sociétés	127 855	119 376	209 743
Dividendes reçus :			
- dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	8 992	20 400	37 033
- dividendes reçus des sociétés non consolidées et activités abandonnées	73 959	46 100	76 715
Impôts sur les sociétés décaissés	(122 160)	(104 816)	(201 537)
Incidence de la variation du besoin en fonds de roulement :	(250 398)	(277 830)	(118 428)
- dont stocks et en-cours	(9 768)	(7 430)	(66 802)
- dont dettes	63 563	(15 210)	139 685
- dont créances	(304 193)	(255 190)	(191 311)
Flux nets de trésorerie provenant des activités opérationnelles poursuivies	116 953	102 691	691 206
Flux d'investissement			
Décaissements liés à des acquisitions :			
- immobilisations corporelles	(179 041)	(145 922)	(381 602)
- immobilisations incorporelles	(24 388)	(33 148)	(69 138)
- immobilisations du domaine concédé	(30 788)	(42 868)	(83 081)
- titres et autres immobilisations financières	(21 873)	(20 033)	(79 461)
Encaissements liés à des cessions :			
- immobilisations corporelles	14 174	6 582	11 838
- immobilisations incorporelles	35	103	553
- titres	14 048	263 832	266 549
- autres immobilisations financières	5 961	3 313	11 825
Incidence des variations de périmètre sur la trésorerie	(34 390)	(33 448)	(53 097)
Flux nets de trésorerie sur investissements des activités poursuivies	(256 262)	(1 589)	(375 614)
Flux de financement			
Décaissements :			
- dividendes versés aux actionnaires de la société mère	(2 123)	(2 123)	(2 123)
- dividendes versés aux minoritaires nets des impôts de distribution	(80 070)	(82 319)	(115 736)
- remboursements des dettes financières	(460 886)	(603 195)	(830 125)
- acquisition d'intérêts minoritaires et d'actions d'autocontrôle	(31 709)	(9 913)	(65 415)
Encaissements :			
- augmentation de capital	33 477	31 634	100 692
- subventions d'investissements	1 500	3 508	7 724
- augmentation des dettes financières	419 645	559 406	903 357
- cession aux minoritaires et d'actions d'autocontrôle	188 776	0	29 926
Intérêts nets décaissés	(47 307)	(48 957)	(97 494)
Flux nets de trésorerie sur opérations de financement des activités poursuivies	21 303	(151 959)	(69 194)
Incidence des variations de cours des devises	(360)	(4 953)	(29 469)
Incidence du reclassement des activités abandonnées (2)	0	2 579	(5 579)
Autres	213	3 277	3 834
Variation de la trésorerie des activités poursuivies	(118 153)	(49 954)	215 184
Trésorerie à l'ouverture (3)	1 169 156	953 972	953 972
Trésorerie à la clôture (3)	1 051 003	904 018	1 169 156

(1) Retraité - voir note 3 : Comparabilité des comptes.

(2) Voir note 16 - Actifs et passifs destinés à être cédés.

(3) Voir note 11 - Trésorerie et équivalents de trésorerie.

Flux nets de l'activité :

Les autres produits et charges sans incidence de trésorerie comprennent essentiellement les extournes de la quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence pour (51,2) millions d'euros (voir note 8 - Titres mis en équivalence).

Les dividendes reçus intègrent les dividendes versés par Vivendi pour 67,6 millions d'euros.

Le Besoin en Fonds de Roulement (BFR) augmente de 250,4 millions d'euros par rapport à décembre 2013. Les principales variations sont détaillées ci-dessous :

- le BFR du secteur Communication (Havas, Média, Télécom) est en hausse sensible de 180 millions d'euros, principalement en raison d'Havas, dont le BFR augmente de manière saisonnière par rapport à sa position très favorable en fin d'année.
- le BFR des activités Transport et logistique en Afrique augmente de 46 millions d'euros. Il est impacté notamment par un allongement des délais clients de 1,5 jour en moyenne par rapport à 2013.

Flux nets d'investissements :

Les décaissements liés à des acquisitions d'immobilisations concernent principalement l'activité Transport et logistique en Afrique pour 121,0 millions d'euros, investissements réalisés dans le cadre du développement du Groupe dans ce continent, et le secteur Stockage d'électricité et solutions pour 75,6 millions d'euros avec la progression des investissements destinés à accroître les capacités industrielles de production et soutenir le déploiement des différents projets d'auto-partage.

Flux nets de financement :

Les flux de remboursement d'emprunts comprennent notamment le remboursement anticipé partiel du financement de 2013 adossés à des titres Vivendi pour (74,9) millions d'euros. Les autres mouvements d'émission et de remboursement d'emprunts sont liés à la gestion courante du financement du Groupe au niveau de Bolloré SA (émissions : 180,0 millions d'euros / remboursements : (280,7) millions d'euros), au niveau de Financière de l'Odet (émissions : 89,3 millions d'euros / remboursements : (34,0) millions d'euros) et à des émissions de dettes financières au niveau du groupe Havas pour un montant net de 60,7 millions d'euros.

Les décaissements liés à l'acquisition d'intérêts minoritaires concernent essentiellement l'exercice de l'option d'achat des 51% supplémentaires du capital de LCN (Les Combustibles de Normandie).

Ces flux comprennent également l'augmentation de capital d'Havas SA liée à l'exercice des plans d'options de souscription ainsi que la cession de titres Bolloré SA.

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en milliers d'euros)	Nombre d'actions hors autocontrôle (1)	Capital	Primes	Titres d'auto-contrôle	Juste valeur IAS 39	Réserves de conversion	Pertes et gains actuariels	Réserves	Capitaux propres part du Groupe	Intérêts minoritaires	TOTAL
Capitaux propres au 01/01/2013	4 244 911	105 376	87 655	(203 262)	980 106	(20 246)	(17 824)	1 754 347	2 686 152	2 911 814	5 597 966
Transactions avec les actionnaires	0	0	0	(3 816)	11 066	(268)	(171)	(17 481)	(10 670)	(127 518)	(138 188)
Dividendes distribués								(2 123)	(2 123)	(93 746)	(95 870)
Opérations sur titres auto-détenus				(3 816)				1 769	(2 047)	2 047	0
Variations de périmètre (3)					11 066	(268)	(171)	(17 425)	(6 798)	(35 944)	(42 742)
Autres variations								298	298	125	423
Eléments du résultat global					86 546	(6 521)	(8 187)	91 102	162 940	183 252	346 192
Résultat de la période								91 102	91 102	143 366	234 468
Variation des éléments recyclables en résultat											
Variation des réserves de conversion des entités contrôlées						(4 429)			(4 429)	(2 700)	(7 129)
Variation de juste valeur des instruments financiers des entités contrôlées					76 616				76 616	49 661	126 277
Autres variations du résultat global (5)					9 930	(2 092)			7 838	3 937	11 775
Variation des éléments non recyclables en résultat											
Pertes et gains actuariels des entités contrôlées							(8 156)		(8 156)	(10 994)	(19 150)
Pertes et gains actuariels des entités en équivalence							(31)		(31)	(18)	(49)
Capitaux propres au 30/06/2013 (2)	4 244 911	105 376	87 655	(207 078)	1 077 718	(27 035)	(26 182)	1 827 968	2 838 422	2 967 548	5 805 970
Capitaux propres au 01/01/2013	4 244 911	105 376	87 655	(203 262)	980 106	(20 246)	(17 824)	1 754 347	2 686 152	2 911 814	5 597 966
Transactions avec les actionnaires	0	0	0	(2 391)	3 158	981	856	(10 740)	(8 136)	(22 184)	(30 320)
Dividendes distribués								(2 123)	(2 123)	(118 816)	(120 939)
Opérations sur titres auto-détenus				(2 391)				1 254	(1 137)	1 137	0
Variations de périmètre (3)					3 158	6 700	31	(15 192)	(5 303)	97 644	92 341
Autres variations						(5 719)	825	5 321	427	(2 149)	(1 722)
Eléments du résultat global					569 490	(41 973)	(496)	165 482	692 503	574 160	1 266 663
Résultat de l'exercice								165 482	165 482	272 889	438 371
Variation des éléments recyclables en résultat											
Variation des réserves de conversion des entités contrôlées						(21 471)			(21 471)	(19 181)	(40 652)
Variation de juste valeur des instruments financiers des entités contrôlées					554 804				554 804	325 264	880 068
Autres variations du résultat global (5)					14 686	(20 502)			(5 816)	(3 781)	(9 597)
Variation des éléments non recyclables en résultat											
Pertes et gains actuariels des entités contrôlées							(2 566)		(2 566)	(2 151)	(4 717)
Pertes et gains actuariels des entités en équivalence							2 070		2 070	1 120	3 190
Capitaux propres au 31/12/2013	4 244 911	105 376	87 655	(205 653)	1 552 754	(61 238)	(17 464)	1 909 089	3 370 519	3 463 790	6 834 309
Transactions avec les actionnaires	0	0	0	4 225	(31 759)	1 656	525	63 070	37 717	72 446	110 163
Dividendes distribués								(2 123)	(2 123)	(95 327)	(97 450)
Opérations sur titres auto-détenus				4 225				(1 921)	2 304	(2 304)	0
Variations de périmètre (3)					(31 759)	1 680	459	71 058	41 438	167 051	208 489
Autres variations						(24)	66	(3 944)	(3 902)	3 026	(876)
Eléments du résultat global					200 566	188	(4 305)	88 862	285 311	251 452	536 763
Résultat de l'exercice								88 862	88 862	136 454	225 316
Variation des éléments recyclables en résultat											
Variation des réserves de conversion des entités contrôlées						(1 975)			(1 975)	(3 560)	(5 535)
Variation de juste valeur des instruments financiers des entités contrôlées (4)					196 195				196 195	121 670	317 865
Autres variations du résultat global (5)					4 371	2 163			6 534	3 695	10 229
Variation des éléments non recyclables en résultat											
Pertes et gains actuariels des entités contrôlées							(4 280)		(4 280)	(6 790)	(11 070)
Pertes et gains actuariels des entités en équivalence							(25)		(25)	(17)	(42)
Capitaux propres au 30/06/2014	4 244 911	105 376	87 655	(201 428)	1 721 561	(59 394)	(21 244)	2 061 021	3 693 547	3 787 688	7 481 235

(1) Voir note 12 - Capitaux propres

(2) Retraité - Voir note 3 - Comparabilité des comptes

(3) Variations de périmètre :

- Au 30 juin 2013, principalement prise en compte de la dette liée à l'offre de retrait des actions Plantations des Terres Rouges pour (74,8) millions d'euros, augmentation de capital chez Havas pour 31,6 millions d'euros, et effets de l'augmentation de capital liée à la distribution de dividendes en actions Bolloré nette des actions attribuées aux filiales de Bolloré et à Financière de l'Odé pour 5,9 millions d'euros.

- Au 31 décembre 2013, principalement effet de l'augmentation de capital du groupe Havas pour 90 millions d'euros, de l'offre de retrait des actions Plantations des Terres Rouges pour (21,9) millions d'euros (l'échange de titres Bolloré SA ayant eu lieu au cours du deuxième semestre), et de l'augmentation de capital liée à la distribution de dividendes en actions Bolloré nette des actions attribuées aux filiales de Bolloré et à Financière de l'Odé pour 16,5 millions d'euros.

- Au 30 juin 2014, principalement effet de cession des actions Bolloré SA pour 188,8 M€, de l'augmentation de capital du groupe Havas pour 14,2 millions d'euros et de l'augmentation de capital liée à la distribution de dividendes en actions Bolloré nette des actions attribuées aux filiales de Bolloré et à Financière de l'Odé pour 7,7 millions d'euros.

(4) Voir note 9 - Autres actifs financiers.

(5) Principalement variation du résultat global des titres mis en équivalence : impact de la conversion et de la mise à la juste valeur selon IAS 39.

ANNEXE

Note 1 - Principes comptables

A/ Faits marquants

- Solde du dividende Bolloré SA

Le conseil d'administration de Bolloré SA du 20 mars 2014 a décidé le versement du solde du dividende relatif à l'exercice 2013 de 1,10 euro avec une option de percevoir ce dividende en actions. 72 322 actions Bolloré ont été émises en date de paiement de ce solde, entraînant une augmentation du capital de Bolloré SA de 30,4 millions d'euros. 47 898 titres ont été reçus par Financière de l'Odé à ce titre.

- Cession de titres Bolloré SA

Au cours du premier semestre, les filiales Nord Sumatra Investissement et Imperial Mediterranean ont cédé 405 035 actions Bolloré; le produit de cession de 188,8 millions d'euros a été intégralement reconnu en capitaux propres.

B/ Principes comptables et méthodes d'évaluation

B.1/ Base de préparation de l'information financière

Les principes et méthodes comptables retenus pour l'établissement des comptes consolidés semestriels résumés sont identiques à ceux utilisés par le Groupe pour l'élaboration des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2013 établis conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté dans l'Union européenne et détaillés dans la note 1 "Principes comptables" des états financiers consolidés de l'exercice 2013 ; sous réserve des éléments ci-dessous :

- applications par le Groupe des normes comptables ou interprétations, présentées au paragraphe B2 - Évolutions normatives, à compter du 1er janvier 2014 ;
- application des spécificités de la norme IAS 34 "Information financière intermédiaire".

Conformément à la norme IAS 34, ces états financiers n'incluent pas l'ensemble des notes requises dans les comptes annuels mais une sélection de notes explicatives. Ils doivent être lus en liaison avec les états financiers du Groupe au 31 décembre 2013.

B.2/ Évolutions normatives

B.21 / Normes IFRS, interprétations IFRIC ou amendements appliqués par le Groupe à compter du 1er janvier 2014

Normes, Amendements ou Interprétations	Dates d'adoption par l'Union européenne	Dates d'application : exercices ouverts à compter du
Amendement à IAS 36 - Informations à fournir sur la valeur recouvrable des actifs non financiers	20/12/2013	01/01/2014
Amendement à IAS 39 Novation de dérivés et poursuite de la comptabilité de couverture (27/06/2013)	20/12/2013	01/01/2014
Amendements à IAS 32 « Compensation des actifs financiers et des passifs financiers »	29/12/2012	01/01/2014
Amendements IFRS 10,12 et IAS 27 : sociétés d'investissement	21/11/2013	01/01/2014

L'application de ces textes n'a pas eu d'incidence sur les états financiers du Groupe.

Il est à noter que les normes IFRS 10 « États financiers consolidés », IFRS 11 « Partenariats » et IFRS 12 « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités » sont d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2014 selon l'Union européenne, leur application par anticipation au 31 décembre 2013 étant possible. Le Groupe avait choisi d'adopter ces normes par anticipation dans ses états financiers au 31 décembre 2013. Ces normes étant d'application rétrospective, les incidences de l'application des normes IFRS 10 et IFRS 11 sur les états financiers publiés au 30 juin 2013 sont présentées dans la note 3 - Comparabilité des comptes.

B.22 / Normes comptables ou interprétations que le Groupe appliquera dans le futur

L'IASB a publié des normes et des interprétations qui n'ont pas encore été adoptées par l'Union européenne au 30 juin 2014 ; elles ne sont pas appliquées par le Groupe à cette date.

Normes, Amendements ou Interprétations	Dates de publication par l'IASB	Dates d'application selon l'IASB : exercices ouverts à compter du
Amendement à IAS 19 – Régimes à prestations définies : cotisations de l'employeur	21/11/2013	01/07/2014
Améliorations des IFRS cycle 2010-2012	12/12/2013	01/07/2014
Améliorations des IFRS cycle 2011-2013	12/12/2013	01/07/2014
IFRS 9 « Instruments financiers - Phase 1 : classement et évaluation » et amendements subséquents	12/11/2009, 28/10/2010, 16/12/2011, 28/11/2012	01/01/2015
Amendement à IAS 16 et IAS 38 - Clarification sur les modes d'amortissement acceptables	12/05/2014	01/01/2016
Amendements à IFRS 11 - Partenariats : Comptabilisation des acquisitions d'intérêts dans une entreprise commune (« joint operations »)	06/05/2014	01/01/2016
Amendement à IAS 16 et IAS 41 « Agriculture : actifs biologiques producteurs »	30/06/2014	01/01/2016
IFRS 15 : comptabilisation des produits provenant de contrats avec des clients	28/05/2014	01/01/2017

L'IASB a publié des normes et des interprétations, adoptées par l'Union européenne au 30 juin 2014 dont la date d'application est postérieure au 1er janvier 2014. Ces textes n'ont pas été appliqués par anticipation.

Normes, Amendements ou Interprétations	Dates d'adoption par l'Union européenne	Dates d'application selon l'Union européenne: exercices ouverts à compter du
Interprétation IFRIC 21 – Taxes prélevées par une autorité publique	14/06/2014	17/06/2014

Le Groupe est en cours d'analyse des incidences éventuelles de ces textes sur ses comptes consolidés.

B.3/ Recours à des estimations

La préparation des états financiers consolidés en conformité avec IAS 34 amène la Direction à recourir à des hypothèses et à des estimations dans la mise en œuvre des principes comptables pour valoriser des actifs et des passifs ainsi que des produits et des charges pour la période présentée.

B.4/ Informations relatives à l'entreprise

Financière de l'Odet est une société anonyme de droit français soumise à l'ensemble des textes applicables aux sociétés commerciales en France, et en particulier aux dispositions du Code de commerce. Son siège social est à Odet, 29 500 Ergué Gabéric. Le siège administratif se situe 31-32 Quai de Dion-Bouton, 92 811 Puteaux. La société est cotée à Paris.

Les comptes intermédiaires ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration du 29 Août 2014.

Note 2 - Principales variations de périmètre**1er semestre 2014****Communication : Groupe Havas**

Au premier semestre 2014, le groupe Havas a acquis 70% de Revenue Frontier, une agence de « réponse directe » basée à Santa Monica aux Etats-Unis. Par ailleurs, Havas a créé BETC Sao Paulo au Brésil, start-up contrôlée à 70%.

Compte tenu des engagements de rachat d'intérêts minoritaires, l'ensemble des écarts d'acquisition est provisoirement estimé à 16,3 millions d'euros au 30 juin 2014.

Exercice 2013**Entrées de périmètre - Entités intégrées globalement****Communication : Groupe Havas**

En 2013, le groupe Havas a acquis et consolidé 8 nouvelles sociétés, principalement Mediamax en Turquie, Rooster LLC aux Etats-Unis et MFG R&D en France.

Transport et Logistique

Le Groupe a fait l'acquisition au cours du premier semestre de 51% d'une société de commission de transport en Suisse, renommée SDV Suisse. Cette acquisition est assortie d'un engagement de rachat des minoritaires comptabilisé en dette dans les comptes du Groupe.

Logistique Pétrolière

Le groupe Bolloré a acquis à la barre du tribunal fin 2013 la société P.M.F (Petroplus Marketing France) à l'issue de la procédure de liquidation judiciaire dont cette société faisait l'objet.

Effet global des acquisitions de la période

Le montant des écarts d'acquisition provisoires, engagements de rachat de minoritaires compris, concernant les acquisitions de la période s'élève à 41,2 millions d'euros dont 29,9 millions d'euros concernant les acquisitions du groupe Havas.

Entrées de périmètre - Partenariats**Transport et Logistique**

Le Groupe a fait l'acquisition des intérêts lui conférant le contrôle conjoint dans l'entité ABG Container Handling et développe avec un partenaire local son premier projet de terminal portuaire en Inde sur le port de Tuticorin. Ces sociétés ont été mises en équivalence dans les comptes du Groupe.

Note 3 - Comparabilité des comptes

Les comptes du premier semestre 2014 sont comparables à ceux de l'exercice 2013 à l'exception des variations de périmètre de consolidation.

Application des normes IFRS 10 « Etats financiers consolidés » et IFRS 11 « Partenariats » : retraitement des comptes au 30 juin 2013

Le Groupe a choisi d'appliquer dans ses comptes 2013 les nouvelles normes relatives aux méthodes de consolidation IFRS 10 « États financiers consolidés », IFRS 11 « Partenariats », IFRS 12 « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités », IAS 27 « États financiers individuels », IAS 28 « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises », adoptées par l'Union européenne et d'application obligatoire au 1er janvier 2014 mais applicables par anticipation dans les comptes 2013.

Le Groupe s'est conformé aux modalités de première application des présentes normes et les a appliquées rétrospectivement dans ses états financiers au 31 décembre 2013. En conséquence, les états financiers au 30 juin 2013 présentés en comparable des états financiers au 30 juin 2014 ont fait l'objet des mêmes retraitements tels qu'exposés ci-dessous.

Rappel des impacts identifiés et des modalités d'application :

La norme IFRS 10 qui remplace IAS 27 « États financiers consolidés et individuels » et SIC 12 « Entités *ad hoc* » apporte des précisions sur la façon de déterminer si une entité est contrôlée ou non. Elle définit le contrôle autour de trois critères cumulatifs : la détention de droits effectifs permettent de diriger les activités pertinentes de la société ; l'exposition aux rendements variables de la société ; la capacité pour l'investisseur d'exercer son pouvoir pour influencer sur les rendements lui revenant.

La norme IFRS 11 remplace la norme IAS 31 « Participations dans des coentreprises ». Elle distingue deux catégories de partenariats : les activités conjointes, pour lesquelles les actionnaires ont des droits directs sur les actifs et des obligations sur les passifs, et les co-entreprises, pour lesquelles les actionnaires ont des droits sur l'actif net de la coentreprise.

Le Groupe a procédé à l'analyse du contrôle de toutes les sociétés qu'il détient avec d'autres actionnaires, et des sociétés dans lesquelles il détient des options, selon les critères de ces nouvelles normes. L'analyse a porté en premier lieu sur les documents juridiques, pactes, statuts, autres contrats, régissant le fonctionnement des organes décisionnels des entités concernées, mais aussi le cas échéant au regard des autres faits et circonstances particulières à chacune de ces sociétés pouvant influencer sur la détermination du contrôle.

Hors groupe Havas, selon les analyses effectuées, seuls les partenariats consolidés auparavant en intégration proportionnelle ont été affectés par l'application de ces normes. A l'exception d'une société dorénavant intégrée globalement, toutes ces sociétés constituent des coentreprises pour lesquelles le Groupe dirige les activités de concert avec ses différents partenaires. La quinzaine d'entités concernées a été mise en équivalence à l'ouverture de la première période présentée conformément aux dispositions des nouvelles normes. La valeur initiale de mise en équivalence de ces entités a été obtenue en sommant les quote-parts d'actifs et de passifs à l'ouverture de l'exercice 2012, premier exercice présenté. Aucune dépréciation n'est apparue nécessaire consécutivement au changement de méthode de consolidation de ces entités.

Pour une entité détenue conjointement avec d'autres actionnaires et consolidée auparavant en intégration proportionnelle, en raison des précisions apportées par la norme IFRS 10, notamment concernant la définition des activités pertinentes qui influent sur les rendements de cette société, l'analyse a conduit à reconnaître le contrôle exercé par le Groupe. Cette société a été consolidée par intégration globale rétrospectivement dans les comptes du Groupe.

Impacts sur les états financiers au 30 juin 2013 :

L'impact global des changements de méthode a entraîné une diminution nette du résultat opérationnel du Groupe, par rapport aux données publiées, de (4,2) millions d'euros (-1,5%) et une augmentation des intérêts minoritaires de +7,4 millions d'euros soit +0,25% de ces intérêts minoritaires totaux. Les modifications sont sans impact sur le résultat net part du Groupe et sans impact sur le résultat par action.

Le groupe Havas a également adopté les normes IFRS 10 et 11 par anticipation. Au regard des comptes d'Havas, les modifications entraînées par l'application de ces normes ne sont pas significatives (+0,5% des intérêts minoritaires de ce Groupe).

Modification de la présentation du compte de résultat consécutive à l'application des normes IFRS 10 et IFRS 11

La contribution des entités mises en équivalence apparaissait au 30 juin 2013 bilantiellement dans la rubrique « Titres mis en équivalence » et au compte de résultat dans la ligne « Part dans le résultat net des entreprises associées ». Selon les modalités de la norme IFRS 11, le recours à l'intégration proportionnelle est supprimé, les coentreprises sont dorénavant mises en équivalence. Les contributions des coentreprises figureront dorénavant dans les rubriques dédiées auparavant aux entités sous influence notable.

Pour des raisons de clarification de l'information financière transmise, le Groupe ayant à la fois des activités opérationnelles et des activités financières de holding, les quote-parts de résultat des entités mises en équivalence, coentreprises et entreprises associées, sont dorénavant présentées distinctement :

- Au sein du résultat opérationnel sur une ligne « Part dans le résultat net des entités mises en équivalence opérationnelles »
- Au pied du compte de résultat avant l'impôt sur une ligne « Part dans le résultat net des entités mises en équivalence non opérationnelles ».

Le Groupe utilise son jugement au regard des liens entre l'activité des différentes entités concernées et ses activités opérationnelles afin de réaliser ce classement. À ce titre, l'ensemble des partenariats a été défini comme « opérationnel », au même titre que trois entreprises associées de faible significativité opérant dans le secteur du Transport et de la Logistique et des entreprises associées du groupe Havas. Les autres entreprises associées sont considérées comme « non opérationnelles ». Voir note 8 - Titres mis en équivalence.

Il n'y a eu aucune modification de la classification des entités pour les exercices présentés.

Ce changement de présentation a eu un effet peu significatif sur le résultat opérationnel au 30 juin 2013, soit un impact de + 10,8 millions d'euros, soit 3,8% du résultat opérationnel, sans impact sur le résultat net.

Classement en « Activités abandonnées » de la société SAFACAM

Au cours du second semestre 2013, le Groupe s'est engagé à céder la société SAFACAM qui exploite 9 500 hectares plantés en hévéas et palmiers à huile au Cameroun, au groupe Socfin dans lequel il détient une participation minoritaire, entraînant la perte du contrôle de cette entité. Cette cession doit être finalisée au second semestre 2014. Le Groupe a appliqué les modalités d'IFRS 5 à compter de la décision de cession et reclassé à cette date les actifs et passifs de la société sur une ligne distincte du bilan.

Cette société étant sa seule plantation tropicale contrôlée, le Groupe considère que cette opération met fin aux activités qu'il opérait dans ce domaine et a appliqué les dispositions relatives aux « activités abandonnées » de la norme et présenté séparément sur une ligne distincte du compte de résultat la contribution de cette entité pour l'ensemble des périodes présentées.

Les informations requises par la norme IFRS 5 sont présentées au sein des différentes notes concernées et en note 16 – Actifs et passifs destinés à être cédés.

Tableau de passage synthétique entre les états financiers comparables publiés et retraités

BILAN ACTIF

<i>En millions d'euros</i>	30/06/2013 publié	IFRS 10 IFRS 11	30/06/2013 retraité
<i>Goodwill</i>	2 755	(2)	2 724
Immobilisations incorporelles	976	(1)	975
Immobilisation corporelles	1 672	(32)	1 640
Titres mis en équivalence	600	32	632
Autres actifs financiers	4 582	1	4 583
Impôts différés	124	(0)	124
Autres actifs	0	0	0
Total Actifs non courants	9 253	(2)	9 251
Stocks et en-cours	298	(3)	295
Clients et autres débiteurs	4 077	13	4 090
Impôts courants	299	(1)	298
Autres actifs financiers	11	0	11
Autres actifs	99	0	99
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 049	1	1 050
Actifs destinés à être cédés	0	0	0
Total Actifs courants	5 832	10	5 842
Total Actif	15 085	8	15 093

BILAN PASSIF

<i>En millions d'euros</i>	30/06/2013 publié	IFRS 10 IFRS 11	30/06/2013 retraité
Capitaux propres, part du Groupe	2 838	0	2 838
Intérêts minoritaires	2 960	7	2 968
Total Capitaux propres	5 799	7	5 806
Dettes financières à long terme	2 430	(15)	2 416
Provisions pour avantages au personnel	226	(1)	225
Autres provisions	185	9	194
Impôts différés	173	(2)	172
Autres passifs	98	(0)	98
Total Passifs non courants	3 113	(9)	3 104
Dettes financières à court terme	1 151	(2)	1 148
Provisions	72	(0)	72
Fournisseurs et autres créditeurs	4 399	8	4 407
Impôts courants	440	4	444
Autres passifs	112	(0)	112
Passifs destinés à être cédés	0	0	0
Total Passifs courants	6 174	9	6 183
Total Passif	15 085	8	15 093

COMPTE DE RESULTAT IFRS

<i>En millions d'euros</i>	2013.06 publié	IFRS 10 IFRS 11	Reclassement en quote-part de résultat des MEE opérationnelles	IFRS 5	2013.06 retraité
Chiffre d'affaires	5 391	(10)	0	(12)	5 369
Achats et charges externes	(3 856)	6	0	3	(3 846)
Frais de personnel	(1 104)	1	0	2	(1 101)
Amortissements et provisions	(157)	1	0	1	(155)
Autres produits et charges opérationnels	8	(1)	0	(1)	6
Part dans le résultat net des sociétés mises en équivalence opérationnelles	0	(2)	11	0	9
Résultat opérationnel	282	(4)	11	(7)	282
Coût net du financement	(52)	1	0	(0)	(51)
Autres produits et charges financiers	135	0	0	(0)	135
Résultat financier	83	1	0	(0)	83
Part dans le résultat net des sociétés mises en équivalence non opérationnelles	(18)	10	(11)	0	(19)
Impôts sur les résultats	(118)	(1)	0	3	(116)
Résultat net des activités poursuivies	229	6	0	(4)	230
Résultat net des activités abandonnées	0	0	0	4	4
Résultat net consolidé	229	6	(0)	0	234
<i>Résultat net consolidé, part du Groupe</i>	<i>91</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>91</i>
<i>Intérêts minoritaires</i>	<i>138</i>	<i>6</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>143</i>

Saisonnalité de l'activité

Les chiffres d'affaires et résultats opérationnels ont un caractère saisonnier, les activités Transport et logistique, Logistique pétrolière et Communication étant plus soutenues sur le dernier trimestre de l'année civile. Ce phénomène est toutefois d'amplitude variable selon les années.

Conformément aux principes comptables IFRS, le chiffre d'affaires est reconnu dans les mêmes conditions qu'à la clôture annuelle.

NOTES SUR LE BILAN

Note 4 - Goodwill

Evolution des goodwill	
<i>(en milliers d'euros)</i>	
Au 31 décembre 2013	2 725 123
Prises de contrôle (1)	16 356
Cessions	0
Pertes de valeur	0
Variations de change	1 417
Autres	(2 281)
Au 30 juin 2014	2 740 615

Ventilation par secteur opérationnel		
<i>(en milliers d'euros)</i>		
	30/06/2014	31/12/2013
Communication	1 713 011	1 696 171
Transport et logistique	881 424	881 723
Logistique pétrolière	107 723	108 775
Stockage d'électricité et solutions	32 147	32 144
Autres activités	6 310	6 310
Total	2 740 615	2 725 123

(1) Diverses prises de contrôle au sein du groupe Havas.

Conformément à la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », les goodwill font l'objet chaque année de tests de perte de valeur et dès lors qu'il existe une indication objective de dépréciation. Aucun indice de perte de valeur n'ayant été constaté au 30 juin 2014, aucun test de dépréciation n'a été effectué à cette date.

Note 5 - Immobilisations incorporelles

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2014			31/12/2013		
	Valeur brute	Amortissements et dépréciations	Valeur nette	Valeur brute	Amortissements et dépréciations	Valeur nette
Droits d'exploitation, brevets, frais de développement	545 874	(307 517)	238 357	525 938	(276 400)	249 538
Immobilisations incorporelles du domaine concédé (1)	316 920	(34 178)	282 742	287 688	(21 615)	266 073
Marques, enseignes	383 187	(1 000)	382 187	383 184	(993)	382 191
Relations clients	108 930	(19 800)	89 130	108 781	(14 400)	94 381
Autres	54 620	(32 543)	22 077	50 312	(31 996)	18 316
Total	1 409 531	(395 038)	1 014 493	1 355 903	(345 404)	1 010 499

Évolution de la position nette au premier semestre 2014

Valeurs nettes	Au 31/12/2013	Acquisitions brutes	Cessions VNC	Dotations nettes	Variations de périmètre	Variations de change	Autres mouvements	Au 30/06/2014
<i>(en milliers d'euros)</i>								
Droits d'exploitation, brevets, frais de développement	249 538	16 889	(80)	(31 767)	(10)	18	3 769	238 357
Immobilisations incorporelles du domaine concédé (1)	266 073	30 919	0	(12 571)	0	(187)	(1 492)	282 742
Marques, enseignes	382 191	2	0	(16)	0	10	0	382 187
Relations clients	94 381	125	0	(5 400)	0	24	0	89 130
Autres	18 316	8 147	(12)	(790)	72	54	(3 710)	22 077
Valeurs nettes	1 010 499	56 082	(92)	(50 544)	62	(81)	(1 433)	1 014 493

(1) Classement, conformément à IFRIC12, des infrastructures revenant au concédant en fin de contrat en immobilisations incorporelles du domaine concédé pour les concessions comptabilisées selon cette interprétation.

Note 6 - Immobilisations corporelles

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2014			31/12/2013		
	Valeur brute	Amortissements et dépréciations	Valeur nette	Valeur brute	Amortissements et dépréciations	Valeur nette
Terrains et agencements	114 799	(7 476)	107 323	114 177	(6 924)	107 253
Constructions et aménagements	1 220 076	(490 040)	730 036	1 072 572	(407 888)	664 684
Installations techniques, matériels	1 216 628	(789 479)	427 149	1 290 343	(810 209)	480 134
Autres	904 374	(529 977)	374 397	877 413	(520 869)	356 544
Total	3 455 877	(1 816 972)	1 638 905	3 354 505	(1 745 890)	1 608 615

Évolution au premier semestre 2014

Valeurs nettes <i>(en milliers d'euros)</i>	Au 31/12/2013	Acquisitions brutes	Cessions VNC	Dotations nettes	Variations de périmètre	Variations de change	Autres mouvements	Au 30/06/2014
Terrains et agencements	107 253	219	(29)	(475)	416	(234)	173	107 323
Constructions et aménagements	664 684	11 059	(205)	(28 549)	97	(307)	83 257	730 036
Installations techniques, matériels	480 134	52 847	(460)	(44 117)	98	(1 772)	(59 581)	427 149
Autres (1)	356 544	95 411	(13 148)	(41 658)	288	322	(23 362)	374 397
Valeurs nettes	1 608 615	159 536	(13 842)	(114 799)	899	(1 991)	487	1 638 905

(1) Dont immobilisations en cours.

Les investissements sont détaillés par secteur opérationnel dans la note 17 – Informations sur les secteurs opérationnels.

Note 7 – Informations relatives aux concessions

Aucune évolution significative des contrats existants au 31 décembre 2013 n'a été observée au cours de la période présentée.

Note 8 - Titres mis en équivalence

<i>(en milliers d'euros)</i>	
Au 31 décembre 2013	654 821
Variation du périmètre de consolidation (1)	27 555
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence opérationnelles	10 286
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence non opérationnelles	40 917
Autres mouvements (2)	(21 610)
Au 30 juin 2014	711 969

(1) Concerne essentiellement l'acquisition complémentaire de titres Mediobanca.

(2) Dont (22,0) millions d'euros de titres Euro Media Group reclassés en actifs destinés à être cédés - Voir Note 16 - Actifs et passifs destinés à être cédés, (10,9) millions d'euros au titre des dividendes, 7,6 millions d'euros au titre de la variation de la juste valeur des actifs financiers chez Mediobanca et 3,6 millions d'euros au titre des écarts de conversion.

Valeur consolidée des principales sociétés mises en équivalence

Les informations présentées ont été regroupées par secteur opérationnel.

(en milliers d'euros)	Au 30/06/2014		
	Quote-part de Résultat des sociétés mises en équivalence opérationnelles	Quote-part de Résultat des sociétés mises en équivalence non opérationnelles	Valeur de mise en équivalence (*)
Entités sous influence notable			
Mediobanca (1)		22 782	405 344
Groupe Socfin		14 571	229 837
Euro Media Group (2)		3 565	0
Communication	769	0	7 604
Transport et Logistique	793	0	10 819
Autres	713	0	14 975
Sous total entités sous influence notable	2 275	40 917	668 540
Partenariats	8 011	0	43 429
TOTAL	10 286	40 917	711 969

(*) Lorsque la quote-part de participation du Groupe dans une participation est ramenée à zéro, si le Groupe est engagé au-delà de son investissement initial, les pertes supplémentaires font l'objet d'une provision et sont comptabilisées en "Provisions pour risques" pour un total de 2,9 millions d'euros au 30 juin 2014.

(en milliers d'euros)	Au 31/12/2013		
	Quote-part de Résultat des sociétés mises en équivalence opérationnelles	Quote-part de Résultat des sociétés mises en équivalence non opérationnelles	Valeur de mise en équivalence (*)
Entités sous influence notable			
Mediobanca		2 437	349 276
Groupe Socfin		23 816	219 042
Euro Media Group		(6 590)	18 418
Communication	1 996	0	6 613
Transport et Logistique	2 898	0	9 682
Autres	1 198	878	14 102
Sous total entités sous influence notable	6 092	20 541	617 133
Partenariats	13 113	0	37 688
TOTAL	19 205	20 541	654 821

(*) Lorsque la quote-part de participation du Groupe dans une participation est ramenée à zéro, si le Groupe est engagé au-delà de son investissement initial, les pertes supplémentaires font l'objet d'une provision et sont comptabilisées en "Provisions pour risques" pour un total de 10,4 millions d'euros au 31 décembre 2013.

(1) Mediobanca

Mediobanca est une société cotée qui établit des comptes conformément au référentiel IFRS.

Au 30 juin 2014, le groupe Financière de l'Odét détient 6,5% du capital total de Mediobanca, soit 6,6% hors actions d'autocontrôle (respectivement 6% et 6,1% au 31 décembre 2013).

Le capital de Mediobanca est détenu à 30% par trois groupes d'actionnaires fédérés par un pacte d'actionnaires, aucun actionnaire hors pacte ne détenant à lui seul plus de 5% du capital.

La Financière du Perguet compose le Groupe C (investisseurs étrangers) et détient 6,5% du capital de Mediobanca (21% du pacte). L'influence de Financière du Perguet avait été significativement renforcée à l'issue de la renégociation des accords de pacte survenu en juillet 2011.

En raison des conséquences favorables pour le Groupe de cette renégociation, le Groupe a considéré que les conditions d'exercice d'une influence notable étaient réunies et a mis en équivalence sa participation à compter de cette date.

Au 30 juin 2014, la valeur de la participation mise en équivalence s'élève à 405,3 millions d'euros et la quote-part de résultat revenant au Groupe est de 22,8 millions d'euros après reprise de dépréciation de cette participation pour 6,7 millions d'euros et constatation d'un badwill de 9,8 millions d'euros relatif aux acquisitions de titres Mediobanca complémentaires de la période. La valeur de marché de la participation à cette date s'élève à 405,3 millions d'euros.

(2) Euro Media Group

Le Groupe a procédé au reclassement en actifs destinés à être cédés des titres mis en équivalence Euro Media Group. Voir Note 16 - Actifs et passifs destinés à être cédés.

Note 9 - Autres actifs financiers

<i>(en milliers d'euros)</i>	Au 30/06/2014			dont non courant	dont courant
	Valeur brute	Provisions	Valeur nette		
Actifs disponibles à la vente	4 366 446	(174 544)	4 191 902	4 191 902	0
Actifs à la juste valeur par résultat	360	0	360	0	360
Prêts, créances, dépôts et obligations	175 165	(37 311)	137 854	124 478	13 376
Total	4 541 971	(211 855)	4 330 116	4 316 380	13 736

<i>(en milliers d'euros)</i>	Au 31/12/2013			dont non courant	dont courant
	Valeur brute	Provisions	Valeur nette		
Actifs disponibles à la vente	4 124 516	(196 624)	3 927 892	3 927 892	0
Actifs à la juste valeur par résultat	808	0	808	92	716
Prêts, créances, dépôts et obligations	174 239	(38 183)	136 056	122 688	13 368
Total	4 299 563	(234 807)	4 064 756	4 050 672	14 084

Détail des variations de la période

<i>(en milliers d'euros)</i>	Au 31/12/2013	Acquisitions	Cessions(1)	Variation juste valeur(2)	Dépréciation constatée en résultat (3)	Autres mouvements	Au 30/06/2014
	Valeur nette						Valeur nette
Actifs disponibles à la vente	3 927 892	2 157	(2 263)	281 158	(17 096)	54	4 191 902
Actifs à la juste valeur par résultat	808	0	0	(454)	0	6	360
Prêts, créances, dépôts et obligations	136 056	7 976	(5 531)	0	(63)	(584)	137 854
Total	4 064 756	10 133	(7 794)	280 704	(17 159)	(524)	4 330 116

(1) Les cessions des actifs disponibles à la vente correspondent essentiellement à la cession des titres Harris Interactive dans le cadre de l'offre publique d'achat lancée par Nielsen en février 2014, générant une plus-value de cession consolidée de 9,8 millions d'euros.

(2) La variation de la juste valeur des actifs disponibles à la vente comprend 383,4 millions d'euros relatifs aux titres des holdings de contrôle du Groupe.

(3) Dont (14,9) millions d'euros relatifs à la dépréciation des titres Vallourec.

Actifs à la juste valeur par résultat

Les actifs à la juste valeur par résultat comprennent essentiellement des instruments financiers dérivés. Voir ci-dessus et note 15 - Endettement financier pour les dérivés de l'endettement financier.

Actifs disponibles à la vente
Détail des principaux titres :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Au 30/06/2014		Au 31/12/2013	
	Pourcentage de détention	Valeur nette comptable	Pourcentage de détention	Valeur nette comptable
Sociétés				
Vivendi	5,01	1 207 606	5,05	1 294 442
Vallourec	1,62	68 189	1,63	82 565
Autres titres cotés	-	86 544	-	104 493
Sous total titres cotés		1 362 339		1 481 500
Sofibol (1) (2)	48,95	1 543 638	48,95	1 328 356
Financière V (1) (2)	49,69	801 461	49,69	689 754
Omnium Bolloré (1) (2)	49,84	404 606	49,84	348 214
Autres titres non cotés	-	79 858	-	80 068
Sous total titres non cotés		2 829 563		2 446 392
Total		4 191 902		3 927 892

Les titres de participation cotés sont évalués au cours de bourse (voir note 24 - Informations sur les risques). Les titres de participation non cotés concernent principalement les participations du Groupe dans Omnium Bolloré, Sofibol et Financière V, holdings intermédiaires de contrôle du Groupe.

Au 30 juin 2014, au titre des réévaluations des actifs financiers disponibles à la vente, une moins-value temporaire au regard des critères de dépréciation du Groupe, a été reconnue en capitaux propres pour un montant de (2,7) millions d'euros.

(1) Sofibol, Financière V, Omnium Bolloré

Le groupe Financière de l'Odét détient directement et indirectement des participations dans Sofibol, Financière V et Omnium Bolloré, holdings intermédiaires de contrôle du Groupe.

- Sofibol, contrôlée par Vincent Bolloré est détenue à 51,05% par Financière V, à 35,93 % par Bolloré et à hauteur de 13,01 % par la Compagnie Saint-Gabriel, elle-même filiale à 100 % de Bolloré.

- Financière V, contrôlée par Vincent Bolloré est détenue à 50,31 % par Omnium Bolloré, à 22,81 % par la Compagnie du Cambodge, à 10,50 % par la Financière Moncey, à 10,25 % par Bolloré, à 4 % par la Société Industrielle et Financière de l'Artois, à 1,68 % par la Compagnie des Tramways de Rouen et à hauteur de 0,45 % par la Société des Chemins de Fer et Tramways du Var et du Gard.

- Omnium Bolloré, contrôlée par Vincent Bolloré est détenue à 50,04 % par Bolloré Participations, à 27,92 % par African Investment Company (contrôlée par Bolloré), à 17,10 % par Financière Moncey, à 4,82 % par Bolloré et à hauteur de 0,11 % par Vincent Bolloré.

Ces titres font l'objet d'une valorisation basée sur la valeur par transparence correspondant à la moyenne des 3 méthodes décrites ci-dessous :

- des cours de bourse de Bolloré,
- des cours de bourse de Financière de l'Odét,
- des capitaux propres consolidés de Financière de l'Odét.

La valeur globale de ces participations estimée à partir du seul cours de bourse de Financière de l'Odét serait supérieure de 516,9 millions d'euros à la valeur ainsi calculée.

(2) Malgré sa participation dans les sociétés Sofibol (48,95 %), Financière V (49,69 %) et Omnium Bolloré (49,84 %), le groupe Financière de l'Odét ne détient pas d'influence notable sur ces participations car les actions détenues sont privées de droit de vote en raison du contrôle exercé directement et indirectement par ces sociétés sur le groupe Financière de l'Odét.

L'ensemble des titres cotés sont classés en niveau 1 de la hiérarchie de juste valeur de la norme IFRS 13 (comme au 31 décembre 2013). Les titres non cotés évalués à la juste valeur sont classés en niveau 2 (comme au 31 décembre 2013).

Note 10 – Autres actifs non courants

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2014			31/12/2013		
	Valeur brute	Provisions	Valeur nette	Valeur brute	Provisions	Valeur nette
Crédit impôt recherche et compétitivité	106 183	0	106 183	56 533	0	56 533
Autres	10 740	(2 837)	7 903	7 876	(2 837)	5 039
Total	116 923	(2 837)	114 086	64 409	(2 837)	61 572

Note 11 – Trésorerie et équivalents de trésorerie

<i>(en milliers d'euros)</i>	Au 30/06/2014			Au 31/12/2013		
	Valeur brute	Provisions	Valeur nette	Valeur brute	Provisions	Valeur nette
Disponibilités	949 044	(11)	949 033	1 142 269	(11)	1 142 258
Équivalents de trésorerie	314 664	0	314 664	178 471	0	178 471
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 263 708	(11)	1 263 697	1 320 740	(11)	1 320 729
Conventions de trésorerie - passif	(41 192)	0	(41 192)	(21 954)	0	(21 954)
Concours bancaires courants	(171 502)	0	(171 502)	(129 619)	0	(129 619)
Trésorerie Nette	1 051 014	(11)	1 051 003	1 169 167	(11)	1 169 156

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont classés en niveau 1 de la hiérarchie de juste valeur de la norme IFRS 13 (comme au 31 décembre 2013).

Note 12 – Capitaux propres

Au 30 juin 2014, le capital social de Financière de l'Odét SA s'élève à 105 375 840 euros, divisé en 6 585 990 actions ordinaires d'un nominal de 16 euros chacune et entièrement libérées. Au cours du premier semestre, le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation et le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires et potentielles dilutives s'est élevé 4 244 911 actions.

Évolution du capital

Aucune évolution du capital de la société mère n'a été constatée durant le premier semestre 2014.

Les événements affectant ou pouvant affecter le capital social de Financière de l'Odét SA sont soumis à l'accord de l'Assemblée générale des actionnaires.

Le Groupe suit en particulier l'évolution du ratio endettement net / capitaux propres totaux.

L'endettement net utilisé est présenté en note 15 - Endettement financier.

Les capitaux propres utilisés sont ceux présentés dans le tableau de variation des capitaux propres des états financiers.

Dividendes distribués par la société mère

Le montant total des dividendes octroyés sur le semestre par la société mère, au titre de l'exercice 2013, est de 3,3 millions d'euros, soit 0,50 euro par action.

Titres d'autocontrôle

Au 30 juin 2014, le nombre d'actions d'autocontrôle détenues par la société Financière de l'Odét SA et ses filiales s'élève à 2 341 079.

Résultat par action

Le tableau ci-dessous fournit le détail des éléments utilisés pour calculer les résultats par action de base et dilué présentés au pied du compte de résultat.

<i>(en milliers d'euros)</i>	Juin 2014	Juin 2013(1)	Décembre 2013
Résultat net part du Groupe, utilisé pour le calcul du résultat par action - de base	88 862	91 102	165 482
Résultat net part du Groupe, utilisé pour le calcul du résultat par action - dilué	88 862	91 102	165 482
Résultat net part du Groupe des activités poursuivies, utilisé pour le calcul du résultat par action - de base	87 434	89 210	163 436
Résultat net part du Groupe des activités poursuivies, utilisé pour le calcul du résultat par action - dilué	87 434	89 210	163 436
Nombre de titres émis	6 585 990	6 585 990	6 585 990
Nombre de titres d'autocontrôle	(2 341 079)	(2 341 079)	(2 341 079)
Nombre de titres en circulation (hors autocontrôle)	4 244 911	4 244 911	4 244 911
Nombre de titres émis et potentiels (hors autocontrôle)	4 244 911	4 244 911	4 244 911
Nombre moyen pondéré de titres en circulation (hors autocontrôle) - de base	4 244 911	4 244 911	4 244 911
Nombre moyen pondéré de titres en circulation et potentiels (hors autocontrôle) - après dilution	4 244 911	4 244 911	4 244 911

(1) Retraité - voir note 3 : Comparabilité des comptes.

Note 13 – Provisions

<i>(en milliers d'euros)</i>	Au 30/06/2014	dont courant	dont non courant	Au 31/12/2013	dont courant	dont non courant
Provisions pour litiges	50 851	18 140	32 711	51 947	21 004	30 943
Provisions pour risques filiales	5 162	0	5 162	13 108	0	13 108
Autres provisions pour risques	83 231	30 550	52 681	100 447	29 307	71 140
Provisions pour impôts	30 164	0	30 164	37 106	0	37 106
Obligations contractuelles	5 568	0	5 568	6 929	0	6 929
Restructurations	8 732	1 869	6 863	12 000	3 179	8 821
Provisions environnementales	8 710	1 428	7 282	8 715	1 484	7 231
Autres provisions pour charges	38 442	21 776	16 666	38 635	22 464	16 171
Provisions pour risques et charges	230 860	73 763	157 097	268 887	77 438	191 449
Engagements envers le personnel	225 976	0	225 976	206 143	0	206 143
Provisions	456 836	73 763	383 073	475 030	77 438	397 592

Détail des variations de la période

	Au 31/12/2013	Augmentations	Diminutions		Variations de périmètre	Autres mouvements	Variations de change	Au 30/06/2014
(en milliers d'euros)			avec utilisation	sans utilisation				
Provisions pour litiges (1)	51 947	7 363	(5 113)	(3 351)	0	43	(38)	50 851
Provisions pour risques filiales (2)	13 108	136	(86)	(451)	0	(7 545)	0	5 162
Autres provisions pour risques (3)	100 447	20 441	(25 548)	(12 157)	78	(292)	262	83 231
Provisions pour impôts	37 106	7 879	(14 874)	(91)	0	(1)	145	30 164
Obligations contractuelles (4)	6 929	255	(1 615)	0	0	(1)	0	5 568
Restructurations (5)	12 000	1 134	(2 312)	(2 196)	0	1	105	8 732
Provisions environnementales (6)	8 715	0	(13)	(23)	0	(19)	50	8 710
Autres provisions pour charges	38 635	3 038	(2 039)	(1 245)	(87)	227	(87)	38 442
Engagements envers le personnel (7)	206 143	11 234	(1 763)	(4 899)	(93)	15 561	(207)	225 976
Total	475 030	51 480	(53 363)	(24 413)	(102)	7 974	230	456 836

(1) Correspond à des litiges d'exploitation individuellement non significatifs.

(2) Les autres mouvements concernent les titres Porto Seco Mulemba - Voir Note 16- Actifs et passifs destinés à être cédés.

(3) Le solde comprend notamment (23,3) millions d'euros relatifs à Bluecar et (20) millions d'euros pour le groupe Havas relatifs à des risques commerciaux. Les évolutions de la période concernent principalement la mise à jour des provisions chez Bluecar ainsi que la reprise de provision relative au litige Copigraph pour 23,3 M€ - Voir ci-dessous.

(4) Les provisions pour obligations contractuelles correspondent à la remise en état des infrastructures exploitées dans le cadre des contrats de concessions. Elles sont calculées à la fin de chaque exercice en fonction d'un plan pluriannuel de travaux révisé annuellement pour tenir compte des programmes de dépenses.

(5) Il s'agit pour l'essentiel de divers départs négociés individuellement et notifiés aux personnes concernées ainsi que des provisions pour locaux vides constituées au Royaume-Uni et aux Etats-Unis chez Havas.

(6) Correspond aux provisions pour dépollution et recyclage.

(7) Les engagements envers le personnel ont été mis à jour au 30 juin 2014 par extrapolation des calculs au 31 décembre 2013. Les données démographiques du 31 décembre 2013 ont été mises à jour des départs en retraite prévus sur 2014. Les cours de change et les taux d'actualisation ont été mis à jour, les autres hypothèses ont été conservées. Les pertes actuarielles constatées en capitaux propres s'élèvent à 15,5 millions d'euros au 30 juin 2014.

Litiges en cours

- Litige Copigraph

Bolloré s'était vu infliger une amende par la Commission européenne pour entente au cours des années 1992 à 1995 sur le marché du papier autocopiant, marché sur lequel évoluait sa filiale Copigraph (cédée en novembre 1998 à Arjo Wiggins Apleton). Bolloré a exercé un recours le 11 avril 2002 devant le Tribunal de première instance de Luxembourg, contestant notamment la régularité de la procédure ayant abouti au prononcé de l'amende.

Par décision en date du 26 avril 2007, le Tribunal de première instance de Luxembourg, tout en reconnaissant que la communication des griefs n'avait pas permis à Bolloré de prendre connaissance du grief tiré de son implication directe dans l'infraction ni même des faits retenus par la Commission dans la décision au soutien de ce grief, de sorte que Bolloré n'avait pu utilement assurer sa défense au cours de la procédure administrative, a néanmoins rejeté le recours de Bolloré. Bolloré, qui a versé 22,7 millions d'euros d'amendes et 5,7 millions d'euros d'intérêts, a formé un pourvoi à l'encontre de cet arrêt le 11 juillet 2007 devant la Cour de justice des Communautés européennes, notamment pour la violation des droits de la défense, violation du principe de présomption d'innocence et dénaturation des éléments de preuve. La Cour de justice des Communautés européennes a estimé que le Tribunal de première instance avait commis une erreur de droit en ne tirant aucune conséquence juridique de sa décision selon laquelle les droits de la défense de Bolloré n'ont pas été respectés et, par arrêt du 3 septembre 2009, a annulé la décision initiale de la Commission en ce qu'elle vise Bolloré SA. Suite à cette annulation, la Commission a, le 16 décembre 2009, adressé une nouvelle communication de griefs à Bolloré.

Nonobstant les observations formulées par Bolloré, la Commission européenne a, le 23 juin 2010, pris une décision de réadoption de sa décision initiale et a réduit le montant de l'amende en condamnant Bolloré à 21,3 millions d'euros. Le 3 septembre 2010, Bolloré a exercé un recours devant le Tribunal de l'Union européenne contre la décision réadoptée afin d'obtenir à titre principal l'annulation de cette décision et subsidiairement une réduction très substantielle du montant de l'amende. Par décision en date du 27 juin 2012, le Tribunal de l'Union européenne a rejeté le recours de Bolloré. Bolloré a formé un pourvoi à l'encontre de cet arrêt devant la Cour de justice des Communautés européennes qui, par décision du 8 mai 2014, a rejeté le pourvoi de la société. La société Bolloré SA s'acquittera du montant dû au titre de l'amende et de ses intérêts pour un montant de 23,3 millions d'euros. Ce montant, antérieurement provisionné, a donc été repris et la dette a été constatée dans les états financiers au 30 juin 2014.

- Requête demandant l'annulation de la convention de délégation de service Autolib'

Le 11 mai 2011, l'Ulpro et la Société Ada ont chacune saisi le Tribunal Administratif de Paris d'une requête sommaire tendant à l'annulation de la décision de la Présidente du Syndicat Mixte Autolib' en date du 25 février 2011 de signer la convention de délégation de service public conclue par ledit syndicat et la Société Autolib' et portant sur la mise en place, la gestion et l'entretien d'un service d'automobiles en libre-service et d'une infrastructure de recharge de véhicules électriques.

La société Autolib' a été rendue destinataire le 24 mai 2011 desdites requêtes en sa qualité de titulaire de la convention de délégation de service public précitée et a conclu, avec le Syndicat Mixte Autolib', au rejet pur et simple de ces recours.

Par décision en date du 1er mars 2012, le Tribunal Administratif de Paris a rejeté la requête de l'Ulpro et celle de la société Ada. L'Ulpro et la société Ada ont formé appel de ces décisions devant la Cour Administrative d'Appel de Paris. En juillet 2014, les deux sociétés ont informé la Cour Administrative d'Appel de Paris de l'abandon de leur requête mettant ainsi fin à la procédure.

Il n'y a pas eu d'évolution notable concernant les autres litiges en cours mentionnés dans la note 17 – Provisions pour risques et charges du rapport annuel 2013.

Note 14 - Transactions dont le paiement est fondé sur des actions

Au cours du premier semestre 2014, deux attributions d'actions ont été effectuées par des filiales du Groupe, leurs modalités sont présentées ci-dessous :

Plan d'actions de performance Havas SA

Le 29 janvier 2014, le Conseil d'administration de Havas SA a décidé de l'attribution d'un plan d'actions de performance au profit de salariés et de mandataires sociaux de Havas SA et de ses filiales françaises et étrangères.

L'attribution porte sur 2 500 000 actions Havas SA nouvelles par voie d'augmentation de capital. Aucune action de performance n'a été attribuée au dirigeant mandataire social de Havas SA.

Plan d'actions de performance Havas SA de janvier 2014

Condition d'attribution	
Date d'octroi	29 janvier 2014
Nombre d'actions accordées	2 500 000
Cours de l'action à la date d'octroi (en euros)	5,76
Durée d'acquisition des droits	51 mois
Obligation de conservation	Aucune à l'issue de la période d'acquisition soit le 29 avril 2018

Au 30 juin 2014

Nombres d'actions restantes	2 465 000
Charge comptabilisée en résultat (en milliers d'euros)	(1 176)

Plan d'actions gratuites Blue Solutions

Le Conseil d'administration de Blue Solutions du 7 janvier 2014, utilisant partiellement l'autorisation qui lui a été octroyée par l'Assemblée générale extraordinaire du 30 août 2013, a décidé de procéder à des attributions d'actions gratuites pour un montant maximum fixé à 380 000 actions, soit 1,32% du capital. 364 500 actions gratuites ont été attribuées à ce titre le 8 janvier 2014, et 13 500 le 7 avril 2014, dans le respect des modalités définies par l'Assemblée générale et le Conseil d'administration.

La juste valeur des actions accordées a été calculée par un expert indépendant.

Cette juste valeur représente la charge à comptabiliser sur la période d'acquisition des droits, elle est étalée linéairement et constatée en résultat en «Frais de personnel» avec contrepartie en capitaux propres, elle s'élève à (0,7) million d'euros au premier semestre 2014. Les cotisations patronales dues ont été constatées immédiatement en résultat.

Plan d'attribution d'actions gratuites Blue Solutions de janvier 2014

Condition d'attribution		
Date d'octroi	8 janvier 2014	7 avril 2014
Nombre d'actions accordées	364 500	13 500
Cours de l'action à la date d'octroi (en euros)	19,35	27,32
Durée d'acquisition des droits	48 mois	48 mois
Obligation de conservation	2 ans à l'issue de l'obtention	2 ans à l'issue de l'obtention

Principales hypothèses

Taux sans risque (en pourcentage)	1,49 à 6 ans 1,01 à 4 ans	1,49 à 6 ans 1,01 à 4 ans
Juste valeur de l'option (incluant la décote d'incessibilité) (en euros)	17,29	24,42

Au 30 juin 2014

Nombres d'actions restantes	364 500	13 500
Charge comptabilisée en résultat (en milliers d'euros)	(709)	(30)

Pour les plans déjà en vigueur au 31 décembre 2013, les charges relatives à IFRS 2 constatées sur la période s'élèvent à 1,1 million d'euros. Elles correspondent à la prise en compte d'un semestre supplémentaire d'acquisition de droits.

Les modalités d'attribution de ces plans sont détaillées dans les notes annexes aux états financiers au 31 décembre 2013 du groupe Financière de l'Odette.

Les modalités de comptabilisation de ces plans n'ont pas été modifiées sur le semestre.

Par ailleurs, pour les plans relatifs au Groupe Havas déjà en vigueur au 31 décembre 2013, 952 104 stocks-options ont été exercées sur la période, ainsi que 2 734 832 BSAAR.

Note 15 - Endettement financier**Endettement financier net :**

(en milliers d'euros)	Au 30/06/2014	dont courant	dont non courant	Au 31/12/2013	dont courant	dont non courant
Autres emprunts obligataires	1 066 963	390 505	676 458	1 068 972	389 770	679 202
Emprunts auprès des établissements de crédit	2 283 888	1 465 147	818 741	2 321 351	802 806	1 518 545
Autres emprunts et dettes assimilées	314 390	264 872	49 518	250 345	192 909	57 436
Dérivés passifs (1)	2 978	2 706	272	660	660	0
Endettement financier brut	3 668 219	2 123 230	1 544 989	3 641 328	1 386 145	2 255 183
Trésorerie et équivalents de trésorerie (2)	(1 263 697)	(1 263 697)	0	(1 320 729)	(1 320 729)	0
Dérivés actifs (1)	(360)	(360)	0	(808)	(716)	(92)
Endettement financier net	2 404 162	859 173	1 544 989	2 319 791	64 700	2 255 091

(1) Voir ci-après paragraphe " Dérivés actifs et passifs de l'endettement net ".

(2) Trésorerie et équivalents de trésorerie - Voir note 11

Principales caractéristiques des éléments de l'endettement financier

1- Passifs au coût amorti

A - Autres emprunts obligataires

(en milliers d'euros)	30/06/2014	31/12/2013
Valeur	1 066 963	1 068 972

Emis par Bolloré :

Solde au 30 juin 2014 : 584,9 millions d'euros

Solde au 31 décembre 2013 : 554,2 millions d'euros

Le 30 janvier 2014, Bolloré a émis un emprunt obligataire d'une valeur nominale de 30 millions d'euros, à échéance 2019 et à taux variable (euribor + 1,75%), au titre du financement European Efficiency Fund et destiné à financer les investissements du Groupe dans l'auto-partage.

Le 23 octobre 2012, Bolloré a émis un emprunt obligataire d'une valeur nominale de 170 millions d'euros à échéance 2019, avec un coupon annuel de 4,32 %.

Le 24 mai 2011, Bolloré a émis un emprunt obligataire d'une valeur nominale de 350 millions d'euros à échéance 2016, avec un coupon annuel de 5,375 %.

Le 22 décembre 2006, Bolloré a emprunté sous forme de placement privé 123 millions de dollars américains, répartis en trois tranches :

- la première tranche était à taux variable (libor + 1 %) pour un montant de 50 millions de dollars américains, émise à 98 % de la valeur nominale avec une prime de remboursement de 1 million de dollars, elle a été remboursée en 2013 ;

- la deuxième tranche est à taux fixe (6,32 %) pour un montant de 40 millions de dollars amortissable sur une durée de dix ans ;

- la troisième tranche est à taux fixe (6,42 %) pour un montant de 33 millions de dollars amortissable sur une durée de douze ans.

Cet emprunt fait l'objet d'une couverture mixte de taux et de change (Currency and Interest Rate Swap) échangeant les intérêts initiaux contre du taux fixe en euros, soit 2,925 % pour la première tranche, 3,26 % pour la deuxième tranche et 4,19 % pour la dernière tranche. Le principal est remboursé en dollars américains sur la base d'un cours de 1 euro = 1,3192 dollar américain.

Emis par Havas :

Solde au 30 juin 2014 : 482,1 millions d'euros

Solde au 31 décembre 2013 : 514,7 millions d'euros

- Le 11 juillet 2013, Havas SA a émis un emprunt obligataire d'une valeur nominale de 100 millions d'euros à échéance 2018, avec un coupon annuel de 3,125%.

- Le 4 novembre 2009, Havas SA a émis un emprunt obligataire d'une valeur nominale de 350 millions d'euros à échéance 2014, avec un coupon annuel de 5,5 %.

- Le 8 février 2008, Havas SA a émis un autre emprunt réservé à Banque Fédérative du Crédit Mutuel, Natixis, Crédit Agricole CIB, BNP Paribas et Société Générale représenté par des obligations à bons de souscription et/ou d'acquisition d'actions remboursables (OBSAAR) d'une valeur nominale de 100 millions d'euros avec suppression d'un droit préférentiel de souscription en vue de l'admission sur le marché d'Euronext Paris de bons de souscription et/ou d'acquisition d'actions remboursables (BSAAR) à compter du 8 février 2012. Les réservataires de l'émission d'OBSAAR ont cédé la totalité des BSAAR à des cadres et mandataires sociaux du groupe Havas au prix unitaire de 0,34 euro, le prix d'exercice étant de 3,85 euros. La parité d'exercice est d'un BSAAR pour une action Havas SA nouvelle ou existante. Le montant de la dette au 30 juin 2014 s'élève à 32,9 millions d'euros.

B - Emprunts auprès des établissements de crédit

(en milliers d'euros)	30/06/2014*	31/12/2013*
Valeur	2 283 888	2 321 351

* Dont 100 millions d'euros au 30 juin 2014 et 250 millions d'euros au 31 décembre 2013 au titre d'une convention de crédit-revolving à échéance 2019.

* Dont 194,1 millions d'euros au 30 juin 2014 et 184,6 millions d'euros au 31 décembre 2013 au titre d'un programme de mobilisation de créances.

* Dont 282 millions d'euros de tirage de billets de trésorerie chez Bolloré dans le cadre d'un programme de 500 millions d'euros maximum (136 millions d'euros au 31 décembre 2013), 197,3 millions d'euros de billets de trésorerie chez Financière de l'Odette dans le cadre d'un programme de 250 millions d'euros maximum (112 millions d'euros au 31 décembre 2013) et 150 millions d'euros de tirage de billets de trésorerie chez Havas dans le cadre d'un programme de 300 millions maximum (50 millions d'euros au 31 décembre 2013).

* Dont 200 millions d'euros de financement garantis par des nantissements de titres Havas au 30 juin 2014 et au 31 décembre 2013.

* Dont 120 millions d'euros sur un financement garanti par des nantissements de titres Vivendi à échéance 2016 au 30 juin 2014 et au 31 décembre 2013 (voir note 23 - Engagements contractuels hors bilan).

* Dont 372,6 millions d'euros au 30 juin 2014 de financements adossés à des titres Vivendi à échéance 2015 et 447,5 millions d'euros au 31 décembre 2013 (voir note 23 - Engagements contractuels hors bilan).

C - Autres emprunts et dettes assimilées

(en milliers d'euros)	30/06/2014*	31/12/2013*
Valeur	314 390	250 345

*Au 30 juin 2014, comprend principalement des concours bancaires courants pour un montant de 171,5 millions d'euros, contre 129,6 millions d'euros au 31 décembre 2013.

2 - Dérivés actifs et passifs de l'endettement net

(en milliers d'euros)	30/06/2014	31/12/2013
Dérivés actifs non courants (1)	0	(92)
Dérivés actifs courants (1)	(360)	(716)
Total	(360)	(808)
Dérivés passifs non courants	272	0
Dérivés passifs courants	2 706	660
Total	2 978	660

(1) Inclus dans le poste Autres actifs financiers - Voir note 9

Nature et juste valeur des instruments financiers dérivés

Nature de l'instrument	Risque couvert	Société	Échéance	Montant nominal total (en milliers de devise)	Juste valeur des instruments au 30 juin 2014 (en milliers d'euros)	Juste valeur des instruments au 31 décembre 2013 (en milliers d'euros)
Contrat d'échange de taux d'intérêts(1)	De Taux	Bolloré	2014	145 000 (€)	360	715
Currency Interest rate swap	De change et de taux	Bolloré	2013/ 2016/ 2018	123 000 (\$)	(272)	92
Contrats d'échange de devises(2)	De change	Havas	2014	multiplés contrats	(2 706)	(660)

(1) Swap de taux (intérêts structurés / taux variable) qualifié comptablement de couverture.

(2) Divers dérivés de change qualifiés pour l'essentiel de couverture.

Les produits et les charges comptabilisés en résultat de la période au titre de ces passifs financiers sont présentés en note 20 : Résultat financier

Tous les dérivés sont classés en niveau 2 de la hiérarchie de juste valeur de la norme IFRS 13 (comme au 31 décembre 2013).

Note 16 – Actifs et passifs destinés à être cédés**1) Actifs et passifs destinés à être cédés**

	30/06/2014 (2)	31/12/2013 (1)
<i>(en milliers d'euros)</i>		
Actifs destinés à être cédés	68 664	44 710
Immobilisations incorporelles	76	54
Immobilisations corporelles	34 782	33 695
Titres mis en équivalence	21 982	0
Autres actifs financiers	285	273
Stocks et en-cours	3 586	3 647
Clients et autres débiteurs	5 908	6 235
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 045	806
Passifs destinés à être cédés	16 384	8 097
Provisions pour avantages au personnel	1 174	1 174
Autres provisions	7 416	339
Impôts différés	1 288	1 000
Fournisseurs et autres créditeurs	3 956	2 625
Impôts courants	2 468	2 959

(1) Au 31 décembre 2013, les actifs et passifs destinés à être cédés correspondaient aux actifs et passifs de SAFACAM (voir note 3 – Classement en « Activités abandonnées » de la société SAFACAM).

(2) Au 30 juin 2014, les actifs et passifs destinés à être cédés correspondent :

- pour 37,6 millions d'euros aux actifs et passifs de SAFACAM;
- pour 22,0 millions d'euros aux titres mis en équivalence Euro Media Group;
- ainsi que pour (7,3) millions d'euros à la quote-part de situation nette négative des titres mis en équivalence Porto Seco Mulemba.

2) Compte de résultat des activités abandonnées

	Juin 2014	Juin 2013	Décembre 2013
<i>(en milliers d'euros)</i>			
Chiffre d'affaires	10 994	11 904	19 890
Résultat opérationnel	4 746	7 093	9 503
Résultat financier	108	119	230
Part du résultat net des sociétés mises en équivalence non opérationnelles	0	0	0
Impôt sur les résultats	(1 576)	(2 874)	(4 722)
Résultat après impôt des activités abandonnées	3 278	4 338	5 011
Part après impôt résultant de l'évaluation à la juste valeur des activités abandonnées (1)	0	0	0
Résultat net des activités abandonnées	3 278	4 338	5 011

(1) Aucune perte de valeur des activités abandonnées n'a été constatée sur la base du prix net de cession estimé.

3) Variation des flux de trésorerie des activités abandonnées

	30/06/2014	30/06/2013	31/12/2013
<i>(en milliers d'euros)</i>			
Résultat net	3 278	4 338	5 011
Flux nets de trésorerie provenant des activités opérationnelles (a)	6 536	10 350	7 168
Flux nets de trésorerie sur investissements (b)	(1 659)	(2 035)	(4 161)
Flux nets de trésorerie sur opérations de financement (c)	(3 638)	(5 736)	(7 780)
Variation de la trésorerie (a) + (b) + (c)	1 239	2 579	(4 773)
Trésorerie à l'ouverture (2)	806	5 579	5 579
Trésorerie à la clôture (1)	2 045	8 158	806

(1) Reclassée en «actifs destinés à être cédés» à la clôture au 31 décembre 2013 ainsi qu'au 30 juin 2014

(2) Reclassée en «actifs destinés à être cédés» à l'ouverture au 1er janvier 2014

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Note 17 – Informations sur les secteurs opérationnels

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels », les secteurs opérationnels retenus pour présenter l'information sectorielle sont ceux utilisés dans le reporting interne du Groupe, revu par la Direction générale (le principal décideur opérationnel pour le Groupe) ; ils reflètent l'organisation du Groupe qui est basée sur l'axe métier.

Les secteurs présentés par le Groupe sont au nombre de quatre :

- Transport et logistique : comprend les activités de services, portant sur l'organisation en réseau du transport maritime et aérien, et de la logistique,
- Logistique pétrolière : correspond à la distribution et au stockage de produits pétroliers en Europe,
- Communication : comprend des activités de conseil, études et de stratégies de la communication en lien avec la publicité, les médias, le digital, et les télécoms,
- Stockage d'électricité et solutions : comprend les activités en lien avec la production et la vente de batteries électriques et leurs applications : véhicules électriques, super-capacités, terminaux et systèmes spécialisés et les films plastiques et métallisés.

Les holdings ne dépassant pas les seuils quantitatifs prévus par la norme IFRS 8, figurent dans la colonne « Autres activités ».

Les transactions entre les différents secteurs sont réalisées aux conditions de marché.

Aucun client individuel ne représente à lui seul plus de 10 % du chiffre d'affaires du Groupe.

Les résultats opérationnels sectoriels sont les principales données utilisées par la Direction générale afin d'évaluer la performance des différents secteurs, et de leur allouer les ressources.

Les méthodes comptables et d'évaluation retenues pour l'élaboration du reporting interne sont identiques à celles utilisées pour l'établissement des comptes consolidés à l'exception de l'affectation des redevances de marque.

Le chiffre d'affaires et les investissements sont également suivis par la Direction générale sur une base régulière.

L'information concernant les dotations aux amortissements et provisions est fournie pour permettre au lecteur d'apprécier les principaux éléments sans effets monétaires du résultat opérationnel sectoriel mais n'est pas transmise dans le reporting interne.

- Informations par secteur opérationnel

En Juin 2014

(en milliers d'euros)	Transport et logistique	Logistique pétrolière	Communication	Stockage d'électricité et solutions	Autres activités	Elimination inter secteurs	Total consolidé
Chiffre d'affaires externe	2 695 962	1 360 489	902 738	118 212	12 975	0	5 090 376
Chiffre d'affaires intersecteurs	2 606	559	1 209	1 205	25 128	(30 707)	0
Chiffre d'affaires	2 698 568	1 361 048	903 947	119 417	38 103	(30 707)	5 090 376
Dotations nettes aux amortissements et provisions	(74 010)	(3 548)	(27 069)	(65 343)	15 491	0	(154 479)
Résultat opérationnel sectoriel	291 825	11 180	88 345	(59 444)	(17 931)	0	313 975
Investissements corporels et incorporels	112 748	3 868	15 060	76 501	7 441	0	215 618
Réconciliation avec le résultat opérationnel consolidé							
Résultat opérationnel sectoriel	291 825	11 180	88 345	(59 444)	(17 931)	0	313 975
Redevances de marque (1)	(15 632)	0	0	0	15 632	0	0
Résultat opérationnel consolidé	276 193	11 180	88 345	(59 444)	(2 299)	0	313 975

(1) Facturation des signes matériels qui distinguent le Groupe dans le monde.

En Juin 2013

(en milliers d'euros)	Transport et logistique	Logistique pétrolière	Communication	Stockage d'électricité et solutions	Autres activités	Elimination inter secteurs	Total consolidé
Chiffre d'affaires externe	2 720 038	1 648 503	878 427	108 813	12 966	0	5 368 747
Chiffre d'affaires intersecteurs	2 232	650	1 730	1 496	23 715	(29 823)	0
Chiffre d'affaires	2 722 270	1 649 153	880 157	110 309	36 681	(29 823)	5 368 747
Dotations nettes aux amortissements et provisions	(68 199)	(8 676)	(24 805)	(44 196)	(8 626)	0	(154 502)
Résultat opérationnel sectoriel	269 203	18 126	84 598	(70 092)	(20 315)	0	281 520
Investissements corporels et incorporels	96 649	5 666	33 094	51 459	54 824	0	241 692
Réconciliation avec le résultat opérationnel consolidé							
Résultat opérationnel sectoriel	269 203	18 126	84 598	(70 092)	(20 315)	0	281 520
Redevances de marque (1)	(14 662)	0	0	0	14 662	0	0
Résultat opérationnel consolidé	254 541	18 126	84 598	(70 092)	(5 653)	0	281 520

(1) Facturation des signes matériels qui distinguent le Groupe dans le monde.

En Décembre 2013

(en milliers d'euros)	Transport et logistique	Logistique pétrolière	Communication	Stockage d'électricité et solutions	Autres activités	Elimination inter secteurs	Total consolidé
Chiffre d'affaires externe	5 469 317	3 287 659	1 837 504	228 459	25 127	0	10 848 066
Chiffre d'affaires intersecteurs	4 758	1 432	4 484	12 643	49 656	(72 973)	0
Chiffre d'affaires	5 474 075	3 289 091	1 841 988	241 102	74 783	(72 973)	10 848 066
Dotations nettes aux amortissements et provisions	(142 988)	(18 697)	(66 853)	(98 184)	(25 733)	0	(352 455)
Résultat opérationnel sectoriel	541 469	38 709	187 709	(119 367)	(46 692)	0	601 828
Investissements corporels et incorporels	237 505	13 238	80 048	113 487	127 693	0	571 971
Réconciliation avec le résultat opérationnel consolidé							
Résultat opérationnel sectoriel	541 469	38 709	187 709	(119 367)	(46 692)	0	601 828
Redevances de marque (1)	(29 829)	0	0	0	29 829	0	0
Résultat opérationnel consolidé	511 640	38 709	187 709	(119 367)	(16 863)	0	601 828

(1) Facturation des signes matériels qui distinguent le Groupe dans le monde.

- Informations par zone géographique

(en milliers d'euros)	France et DOM-TOM	Europe hors France	Afrique	Amériques	Asie/ Pacifique	Total
En Juin 2014						
Chiffre d'affaires	2 213 325	842 533	1 144 071	494 253	396 194	5 090 376
Immobilisations incorporelles	632 356	18 203	351 668	10 793	1 473	1 014 493
Immobilisations corporelles	757 868	66 788	664 485	104 962	44 802	1 638 905
Investissements corporels et incorporels	108 705	4 590	92 916	7 672	1 735	215 618
En Juin 2013						
Chiffre d'affaires	2 388 655	936 020	1 146 997	513 175	383 900	5 368 747
Immobilisations incorporelles	652 704	20 937	286 417	13 415	1 845	975 318
Immobilisations corporelles	757 536	64 917	678 689	90 031	48 956	1 640 129
Investissements corporels et incorporels	130 454	4 875	81 379	21 934	3 051	241 693
En Décembre 2013						
Chiffre d'affaires	4 773 246	1 928 468	2 301 058	1 045 110	800 184	10 848 066
Immobilisations incorporelles	648 779	20 280	328 597	11 240	1 603	1 010 499
Immobilisations corporelles	730 428	69 214	655 875	106 362	46 736	1 608 615
Investissements corporels et incorporels	291 767	16 386	201 508	54 856	7 454	571 971

Le chiffre d'affaires par zone géographique présente la répartition des produits en fonction du pays où la vente est réalisée.

Note 18 – Principales évolutions à périmètre et taux de change constants

Le tableau ci-dessous décrit l'incidence des variations de périmètre et de change sur les chiffres clés, les données 2013 étant ramenées au périmètre et taux de change de Juin 2014.

Lorsqu'il est fait référence à des données à périmètre et change constants, cela signifie que l'impact des variations de taux de change et de variations de périmètre (acquisitions ou cessions de participation dans une société, variation de pourcentage d'intégration, changement de méthode de consolidation) a été retiré.

(en milliers d'euros)	Juin 2014	Juin 2013	Variations de périmètre	Variations de change (1)	Juin 2013 périmètre et change constants
Chiffre d'affaires	5 090 376	5 368 747	2 945	(107 226)	5 264 466
Résultat opérationnel	313 975	281 520	191	(9 238)	272 473

(1) Les variations de change sur le chiffre d'affaires sont directement liées à l'appréciation de l'Euro. L'impact de la zone Afrique est assez significatif, notamment sur les devises du Ghana et de l'Afrique du Sud. Havas est également impacté par cette position mondiale d'un Euro fort.

Note 19 – Résultat opérationnel

L'analyse du résultat opérationnel par nature de produits et charges est la suivante :

(en milliers d'euros)	Juin 2014	Juin 2013	Décembre 2013
Chiffre d'affaires (1)	5 090 376	5 368 747	10 848 066
- Ventes de biens	1 426 949	1 726 544	3 432 807
- Prestations de services	3 591 548	3 567 960	7 282 148
- Produits des activités annexes	71 879	74 243	133 111
Achats et charges externes :	(3 500 160)	(3 846 066)	(7 693 263)
- Achats et charges externes	(3 344 547)	(3 682 448)	(7 388 271)
- Locations et charges locatives	(155 613)	(163 618)	(304 992)
Frais de personnel	(1 137 433)	(1 101 095)	(2 262 198)
Dotations aux amortissements et aux provisions	(154 479)	(154 502)	(352 455)
Autres produits opérationnels (*)	105 337	66 966	181 852
Autres charges opérationnelles (*)	(99 952)	(61 112)	(139 379)
Part dans le résultat net des sociétés mises en équivalence opérationnelles	10 286	8 582	19 205
Résultat opérationnel	313 975	281 520	601 828

(1) La variation du chiffre d'affaires est présentée par secteur opérationnel dans la note 17 - informations sur les secteurs opérationnels.

* Détails des autres produits et charges opérationnels :

(en milliers d'euros)	Juin 2014			Juin 2013		
	Total	Produits opérationnels	Charges opérationnelles	Total	Produits opérationnels	Charges opérationnelles
Plus-values (moins-values) sur cessions d'immobilisations	554	14 232	(13 678)	2 404	6 935	(4 531)
Pertes et gains de change	1 374	11 186	(9 812)	(322)	8 565	(8 887)
Bénéfices et pertes attribués	377	13 039	(12 662)	1 156	13 953	(12 797)
Autres (1)	3 080	66 880	(63 800)	2 616	37 513	(34 897)
Autres produits et charges opérationnels	5 385	105 337	(99 952)	5 854	66 966	(61 112)

(1) Au 30 juin 2014, 25,5 millions d'euros au titre du Crédit d'Impôt Recherche, 6,1 millions d'euros au titre de Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi, (21,3) millions d'euros relatifs au litige Copigraph (Voir Note 13 - Provisions) et divers produits et charges de gestion courante provenant principalement du groupe Havas. Au 30 juin 2013, 13,0 millions d'euros au titre du Crédit d'Impôt Recherche, 3,6 millions d'euros au titre de Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi et divers produits et charges de gestion courante provenant principalement du groupe Havas.

(en milliers d'euros)	Décembre 2013		
	Total	Produits opérationnels	Charges opérationnelles
Plus-values (moins-values) sur cessions d'immobilisations	(458)	11 098	(11 556)
Pertes et gains de change	(3 269)	19 567	(22 836)
Bénéfices et pertes attribués	1 385	24 904	(23 519)
Autres (2)	44 815	126 283	(81 468)
Autres produits et charges opérationnels	42 473	181 852	(139 379)

(2) Au 31 décembre 2013, 51,4 millions d'euros au titre du Crédit d'Impôt Recherche, 9,1 millions d'euros au titre de Crédit d'Impôt compétitivité Emploi et divers produits et charges de gestion courante provenant principalement du groupe Havas.

Note 20 – Résultat Financier

(en milliers d'euros)	Juin 2014	Juin 2013	Décembre 2013
Coût net du financement	(50 766)	(51 158)	(105 493)
- Charges d'intérêts	(63 127)	(62 789)	(126 174)
- Revenus des créances financières	4 977	4 480	7 974
- Autres produits	7 384	7 151	12 707
Autres produits financiers (*)	112 893	332 326	364 992
Autres charges financières (*)	(80 305)	(197 720)	(237 003)
Résultat financier	(18 178)	83 448	22 496

* Détails des autres produits et charges financiers :

(en milliers d'euros)	Juin 2014			Juin 2013		
	Total	Produits financiers	Charges financières	Total	Produits financiers	Charges financières
Revenus des titres et des valeurs mobilières de placement (1)	74 076	74 076	0	70 863	70 863	0
Plus-values sur cession des titres de participation et des valeurs mobilières de placement (2)	10 995	11 373	(378)	108 519	220 481	(111 962)
Effet des variations de périmètre de consolidation	(616)	0	(616)	(2 447)	0	(2 447)
Variations des provisions financières (3)	(18 566)	2 536	(21 102)	(3 155)	2 562	(5 717)
Mise à la juste valeur des dérivés	1 849	2 435	(586)	(3 389)	1 328	(4 717)
Autres (4)	(35 150)	22 473	(57 623)	(35 785)	37 092	(72 877)
Autres produits et charges financiers	32 588	112 893	(80 305)	134 606	332 326	(197 720)

(1) Principalement dividendes Vivendi pour 67,6 millions d'euros au 30 juin 2014 contre 66,3 millions d'euros au 30 juin 2013.

(2) Principalement plus-value sur cession des titres Harris Interactive pour 9,8 millions d'euros au 30 juin 2014 et des titres Aegis pour 109,3 millions d'euros au 30 juin 2013.

(3) Comprend notamment au 30 juin 2014 la dépréciation des titres Vallourec pour (14,9) millions d'euros (voir note 9 - Autres actifs financiers) ainsi que la part financière des dotations aux provisions sur avantages au personnel pour (3,3) millions d'euros au 30 juin 2014 contre (3,1) millions d'euros au 30 juin 2013.

(4) Les autres produits et charges financiers comprennent notamment des pertes et gains de change sur éléments financiers ainsi que le versement d'un montant correspondant à une partie des dividendes reçus de Vivendi dans le cadre des financements mis en place.

(en milliers d'euros)	Décembre 2013		
	Total	Produits financiers	Charges financières
Revenus des titres et des valeurs mobilières de placement (1)	73 115	73 115	0
Plus-values sur cession des titres de participation et des valeurs mobilières de placement (2)	107 881	216 206	(108 325)
Effet des variations de périmètre de consolidation	(668)	560	(1 228)
Variations des provisions financières (3)	(5 925)	7 257	(13 182)
Mise à la juste valeur des dérivés	(6 253)	340	(6 593)
Autres (4)	(40 161)	67 514	(107 675)
Autres produits et charges financiers	127 989	364 992	(237 003)

(1) Principalement dividendes Vivendi pour 66,3 millions d'euros au 31 décembre 2013.

(2) Principalement plus-value sur cession des titres Aegis pour 109,3 millions d'euros au 31 décembre 2013.

(3) Comprend essentiellement la part financière des dotations aux provisions sur avantages au personnel pour (6,5) millions d'euros au 31 décembre 2013.

(4) Les autres produits et charges financiers comprennent notamment des pertes et gains de change sur éléments financiers ainsi que le versement d'un montant correspondant à une partie des dividendes reçus de Vivendi dans le cadre des financements mis en place.

Note 21 – Impôts sur les bénéfices

Analyse de la charge d'impôt

(en milliers d'euros)	Juin 2014	Juin 2013	Décembre 2013
Impôts courants	(98 373)	(95 748)	(169 733)
(Dotation) reprise provisions pour impôt	7 086	10 043	(4 550)
Variation nette des impôts différés	6 091	(6 761)	2 789
Autres impôts (forfaitaire, redressements, crédit d'impôts, carry back)	(3 328)	204	(2 701)
Retenues à la source	(17 301)	(16 119)	(20 741)
CVAE	(8 851)	(7 712)	(16 568)
Total	(114 676)	(116 093)	(211 504)

AUTRES INFORMATIONS

Note 22 - Parties liées

Le Groupe a conclu diverses transactions avec des sociétés liées dans le cadre normal de ses activités. Ces transactions sont réalisées aux conditions de marché. Elles comprennent principalement les relations de nature commerciale ou financière entre Financière de l'Odét et ses filiales, notamment les opérations de centralisation de trésorerie.

Au cours du semestre clos le 30 juin 2014, il n'y a pas eu de variation significative dans la nature des transactions entre le Groupe et ses parties liées par rapport au 31 décembre 2013 (voir Note 33 de l'annexe aux comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2013).

Note 23 - Engagements contractuels hors bilan

La présente note se lit en complément des informations relatives aux engagements donnés et reçus au 31 décembre 2013, tels que décrits dans la note 34 " Engagements contractuels hors-bilan " de la note annexe aux états financiers consolidés au 31 décembre 2013.

Au cours du premier semestre 2014, le Groupe a effectué un remboursement partiel des financements adossés à des titres Vivendi. Les financements restants sont garantis par le nantissement de 23 millions d'actions Vivendi. Cette opération peut être dénouée à tout moment à l'initiative du Groupe qui conserve durant toute l'opération la propriété des actions et des droits de vote associés.

Le groupe a signé un protocole d'accord avec les états de Côte d'Ivoire et du Burkina Faso s'engageant à la réhabilitation et au renforcement des 1 260 kilomètres de voies qui relient Abidjan (Côte d'Ivoire) à Kaya (Burkina Faso) permettant ainsi à terme de disposer d'un outil adapté à la croissance escomptée des trafics miniers exportés via le port d'Abidjan, et complétant la concession déjà exploitée par Sitarail. La finalisation du contrat détaillant les investissements à réaliser doit intervenir au cours du second semestre 2014.

En partenariat avec Valgo chargé de la décontamination et de la pollution, Bolloré Energie s'est porté candidat à la reprise du parc de dépôts du site de l'ex-raffinerie Pétroplus de Petit-Couronne afin de conforter sa distribution sur cette zone et d'y entreposer des stocks stratégiques. Cet engagement reste toutefois, à la date des présents états financiers, conditionné par l'accord des autorités compétentes sur cette dernière composante.

Note 24 – Informations sur les risques

Cette présente note est une actualisation des informations fournies dans la note 36 du rapport annuel 2013.

Principaux risques concernant le Groupe

A - Risque sur les actions cotées

Le Groupe Financière de l'Odét qui détient un portefeuille de titres évalué à 4 191,9 millions d'euros au 30 juin 2014, est exposé à la variation des cours de Bourse. Les titres de participation détenus par le Groupe dans des sociétés non consolidées sont évalués en juste valeur à la clôture conformément à la norme IAS 39 « Instruments financiers » et sont classés en actifs financiers disponibles à la vente (voir note 1 - B/ Principes comptables et méthodes d'évaluation).

Pour les titres cotés, cette juste valeur est la valeur boursière à la clôture.

Au 30 juin 2014, les réévaluations temporaires des actifs disponibles à la vente du bilan consolidé déterminées sur la base des cours de Bourse s'élèvent à 2 746,7 millions d'euros avant impôt, avec pour contrepartie les capitaux propres consolidés.

Au 30 juin 2014, une variation de 1% des cours de Bourse entraînerait un impact de 34,3 millions d'euros après couverture sur les actifs disponibles à la vente et de 33,9 millions d'euros sur les capitaux propres consolidés, dont 24,9 millions d'euros au titre des réévaluations par transparence des holdings intermédiaires de contrôle.

Ces titres non cotés, détenus directement et indirectement dans Omnium Bolloré, Financière V et Sofibol, dont la valeur dépend de la valorisation des titres Bolloré et de Financière de l'Odét, sont également impactés par les variations des cours de Bourse (voir note 9 - Autres actifs financiers). Au 30 juin 2014, la valeur réévaluée de ces titres s'élève à 2 749,7 millions d'euros pour une valeur brute de 183,9 millions d'euros. Les titres de ces sociétés non cotées revêtent un caractère peu liquide.

B - Risque de liquidité

Le risque de liquidité du Groupe tient aux obligations de remboursement de sa dette et au besoin de financement futur lié au développement de ses différentes activités. Pour faire face au risque de liquidité, la stratégie du Groupe consiste à maintenir un niveau de lignes de crédit non tirées lui permettant de faire face à tout moment à un besoin de trésorerie. Au 30 juin 2014, le montant des lignes de crédit confirmées et non utilisées s'élève à 2 022 millions d'euros (dont groupe Havas pour 497 millions d'euros). Par ailleurs, le Groupe s'efforce de diversifier ses sources de financement en faisant appel au marché obligataire, au marché bancaire ainsi qu'à des organismes tels que la Banque Européenne d'Investissement. Enfin la part de la dette soumise à covenants bancaires reste limitée. Pour cette partie de la dette, le Groupe fait en sorte que le respect de ces covenants soit assuré et conforme à la gestion du Groupe. Le Groupe respecte l'ensemble de ces engagements à chaque date de clôture.

La part à moins d'un an des crédits utilisés au 30 juin 2014 inclut 629,3 millions d'euros de tirage de billets de trésorerie (dont groupe Havas pour 150 millions) dans le cadre d'un programme de 1 050 millions d'euros maximum (dont groupe Havas pour 300 millions) et 194,1 millions d'euros de mobilisations de créances.

L'ensemble des lignes bancaires tirées et non tirées s'amortit comme suit :

- année 2014	15 %
- année 2015	17 %
- année 2016	29 %
- année 2017	2 %
- année 2018	6 %
- au-delà de 2018	31 %

C - Risque de taux

En dépit d'un niveau d'endettement limité, le Groupe est exposé à l'évolution des taux d'intérêt de la zone euro principalement sur la partie de son endettement à taux variable, ainsi qu'à l'évolution des marges des établissements de crédit. Pour faire face à ce risque, la Direction générale décide de la mise en place de couverture de taux. Des couvertures de type ferme (swap de taux, FRA) sont éventuellement utilisées pour gérer le risque de taux de la dette du Groupe.

La note 15 - Endettement financier décrit les différents instruments dérivés de couverture de risque de taux du Groupe.

Au 30 juin 2014, après couverture, la part de l'endettement financier net à taux fixe s'élève à 40 % de l'endettement total.

Si les taux variaient uniformément de + 1 %, l'impact annuel sur les frais financiers serait de (14) millions d'euros après couverture sur la dette portant intérêt.

Les excédents de trésorerie sont placés dans des produits monétaires sans risque.

Note 25 – Evénements postérieurs à la clôture**- Finalisation du projet de cession de Safa Cameroun au groupe Socfin**

Le Groupe a finalisé avec le Groupe Socfin fin août 2014 l'accord de cession de la holding SAFA détenant sa participation de 68,9% dans Safa Cameroun contre 9% de Socfinaf. Safa Cameroun est comptabilisée selon les modalités de la norme IFRS 5 *Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées* dans les états financiers au 30 juin 2014.

- Cession de la participation dans Euro Media Group

Dans le cadre du rachat de Euro Media Group par PAI Partners, le Groupe a cédé en juillet 2014 16% du capital d'Euro Media Group sur les 18,4 % qu'il détenait. Cette participation est comptabilisée selon les modalités de la norme IFRS 5 *Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées* dans les états financiers au 30 juin 2014.

ATTESTATION DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité figurant en page 3 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Le 29 août 2014

Vincent Bolloré

Président-directeur général

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE

Période du 1er janvier au 30 juin 2014

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société FINANCIERE DE L'ODET, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2014, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 3 de l'annexe « comparabilité des comptes » qui expose notamment les modalités et l'incidence de l'application des normes IFRS 10 « Etats financiers consolidés » et IFRS 11 « Partenariats » ainsi que la modification de la présentation du compte de résultat consécutive à l'application de ces normes.

II. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 29 août 2014

Les Commissaires aux Comptes

AEG FINANCES
Membre de Grant Thornton International

Jean-François BALOTEAUD

CONSTANTIN ASSOCIES
Membre de Grant Thornton International

Jean Paul SEGURET